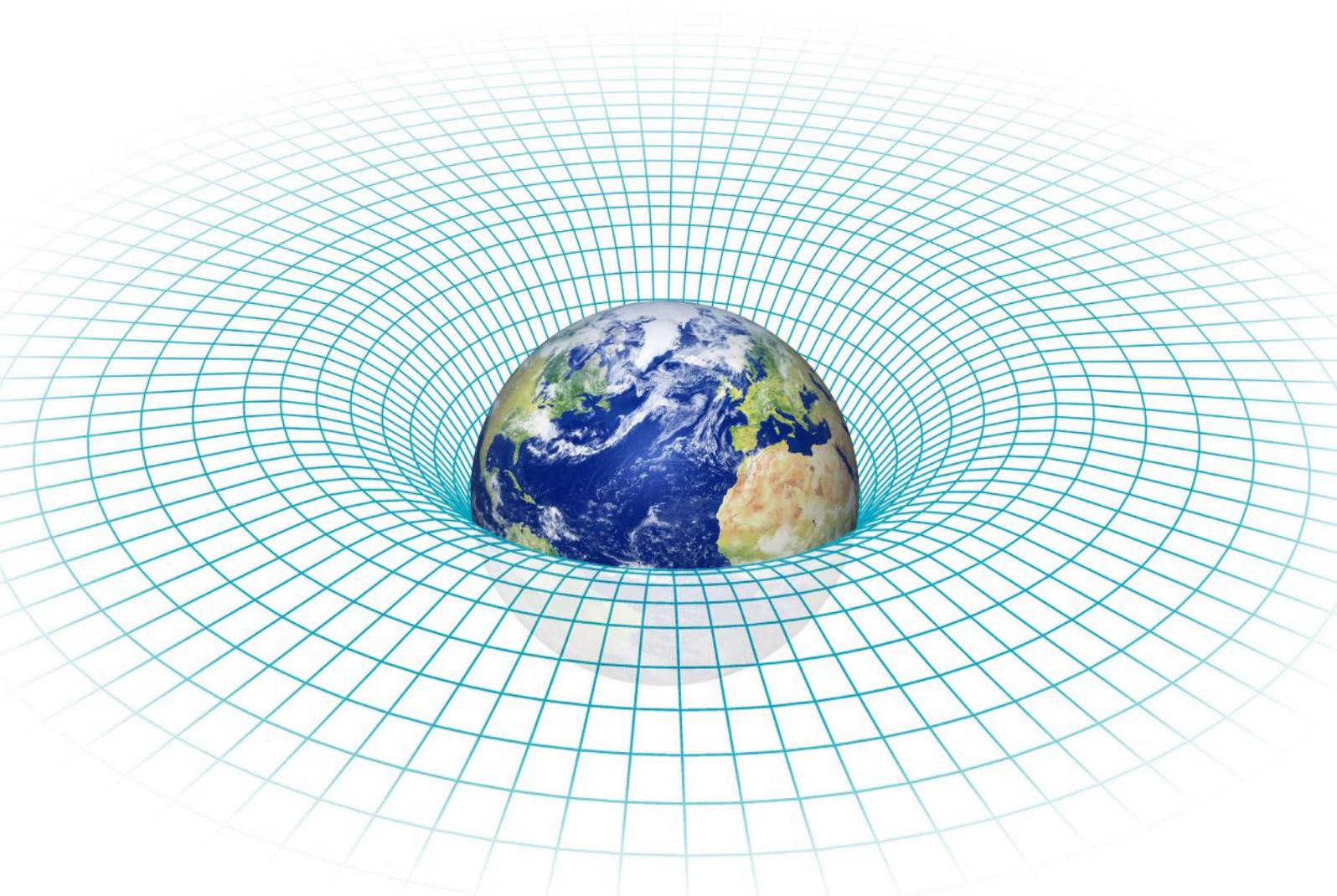


THE BIG BOOK OF CLIMATE INVESTING

de l'urgence aux solutions

Version française



THE BIG BOOK OF CLIMATE INVESTING

de l'urgence aux solutions

Ce PDF a été créé en septembre 2021 et reprend le contenu de la plateforme d'investissement climatique de Robeco. De nouveaux articles viendront régulièrement alimenter cette plateforme climat.

Pour en découvrir la dernière version, rendez-vous sur <https://www.robeco.com/fr/durabilite/climate-investing/>

Exclusivement destiné aux investisseurs professionnels

Septembre 2021

Sommaire

Urgence	
Il est urgent d'agir maintenant. Nous devons changer.	4
Défi	
Si l'on parle de décarbonation, on parle de données.	13
Responsabilité	
Les pays doivent agir. Les entreprises doivent agir. Les investisseurs doivent agir.	25
Opportunité	
Réchauffement climatique : il y a aura clairement des gagnants et des perdants.	40
Solutions	
Ne pensez pas aux problèmes, pensez aux solutions.	59



Urgence

Le réchauffement climatique est le plus grand défi à relever pour l'humanité. L'augmentation du niveau des mers provoquera le déplacement de millions de personnes, et les conséquences économiques seront catastrophiques si rien n'est fait. Nous ne pouvons pas laisser aux générations futures la responsabilité de sauver la planète : nous devons agir maintenant.

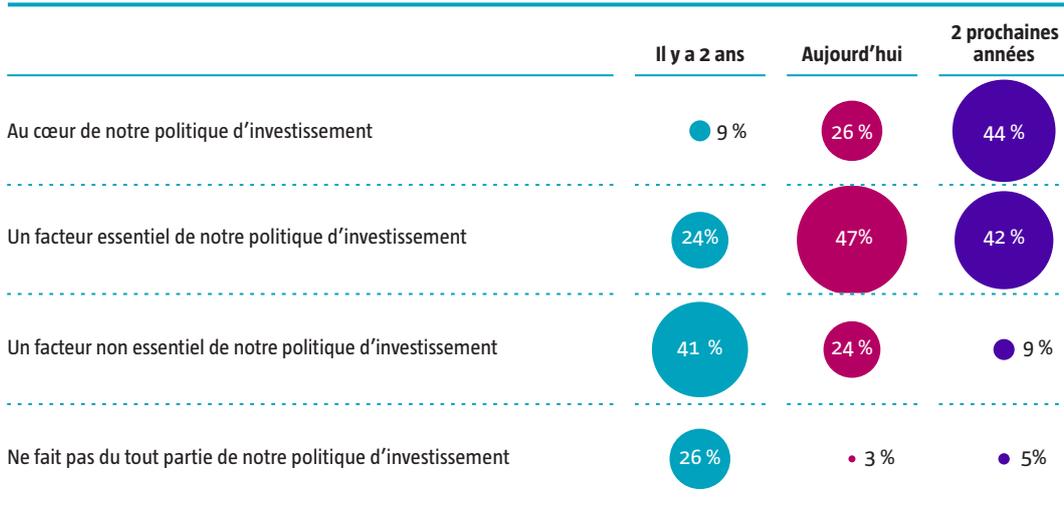
Pour 86 % des investisseurs, le réchauffement climatique sera une thématique centrale de leurs portefeuilles d'ici 2023

En deux ans, le réchauffement climatique a pris de plus en plus d'importance dans les politiques d'investissement des investisseurs.

C'est une augmentation considérable par rapport à il y a seulement deux ans, puisque ce chiffre n'était que de 33 %.

Cette évolution majeure montre que les investisseurs acceptent aujourd'hui les arguments en faveur d'une action mondiale pour empêcher l'accélération catastrophique du réchauffement climatique.

Graphique 1 : Le réchauffement climatique devient de plus en plus un élément clé des politiques d'investissement



Source : Robeco Global Climate Survey 2021

L'avenir de l'humanité et même de toute la vie sur Terre dépend maintenant de nous

Le réchauffement climatique est un sujet qui inquiète de plus en plus, surtout les personnes qui sont en première ligne. Rien que ces dernières années, nous avons connu des incendies incontrôlables en Australie, des ouragans dévastateurs aux États-Unis et des inondations dans le monde entier. Des milliers de personnes ont péri, perdu leur maison ou été déplacées.

Ces phénomènes ont suscité des commentaires qui resteront dans nos mémoires, de la part de personnes qui ont parfois consacré leur vie ou leur carrière à tenter de le lutter contre le réchauffement climatique. Car si ce sont les politiciens qui détiennent véritablement le pouvoir de mettre en œuvre des mesures contre le réchauffement climatique, d'autres personnes peuvent être tout aussi influentes.

C'est le cas de David Attenborough. À 94 ans, le naturaliste et homme de médias britannique a consacré soixante-dix ans de sa vie à faire l'éloge de la vie sur Terre et à insister sur sa fragilité, dans son émission culte « Life on Earth ». Son documentaire poignant « Une vie sur notre planète » montre comment les êtres humains ont provoqué d'immenses dégâts, et tire la sonnette d'alarme : l'humanité n'a plus de temps à perdre, elle doit agir maintenant.

« Jamais auparavant nous n'avions eu autant conscience de ce que nous faisons à la planète, et jamais auparavant nous n'avions eu le pouvoir de faire quelque chose pour y remédier... L'avenir de l'humanité et même de toute la vie sur Terre dépend aujourd'hui de nous. »

Sur les dix années les plus chaudes que nous ayons connues, neuf se sont produites après 2010, ce qui signifie que plus personne ne peut ignorer les effets du réchauffement climatique. Selon l'ancien président des États-Unis Barack Obama :

« Nous sommes la première génération à ressentir les effets du réchauffement climatique et la dernière à pouvoir encore faire quelque chose. »

Il s'agit d'un défi mais aussi d'une chance à saisir, a souligné le nouveau président Joe Biden au moment de ramener les États-Unis dans l'Accord de Paris, en janvier 2021. Si elles sont adoptées par le Congrès, ses politiques prévoient d'investir 2 200 milliards dans la lutte contre le réchauffement planétaire :

« Le changement climatique est une menace existentielle pour l'humanité. Si l'on ne fait rien, la planète va littéralement rôtir. Ce n'est pas une métaphore, c'est la réalité. Et nous avons une obligation morale d'agir. »

« Cela va également créer des millions d'emplois. Mais nous ne devons pas prendre à la légère l'impact que cela aura sur la façon dont nous allons effectuer notre transition pour y parvenir. Je pense qu'il s'agit là d'une chance immense, une chance immense de créer de très bons emplois. »

Tout le monde ou presque s'accorde à dire que la décarbonation est le maître mot pour empêcher les gaz à effet de serre d'entrer dans l'atmosphère. Cela nécessite une coopération internationale et des traités mondiaux afin de s'accorder de façon universelle (et non unilatérale) sur la décarbonation des industries de la vie quotidienne, telles que les énergies fossiles. Le besoin urgent de passer de la parole aux actes a été rappelé par la chancelière allemande Angela Merkel :

« C'est maintenant que nous devons nous mettre d'accord sur un mécanisme de vérification contraignant en droit international pour que ce siècle puisse être appelé de manière crédible le siècle de la décarbonation. »

Chez Robeco, nous pensons que nous faisons également partie de la solution et investissons dans des entreprises qui font la différence. Notre CEO Gilbert Van Hassel est affirmatif à ce sujet, il s'agit de la première de nos priorités :

« Les rapports scientifiques sur le réchauffement climatique et les émissions de carbone montrent clairement que la société doit agir maintenant. « Nous ne pouvons résoudre à nous seuls les grands problèmes que sont le réchauffement climatique et la disparition rapide de la biodiversité.

« Ce que nous pouvons faire, en revanche, c'est de montrer l'exemple dans l'ensemble du secteur, travailler avec d'autres institutions financières (gérants d'actifs, par exemple) et les encourager à nous emboîter le pas. Nous avons fixé cette ambition car nous sommes convaincus qu'investir ne consiste pas seulement à créer de la richesse : il s'agit aussi de contribuer au bien-être. »

VOIR LA
VIDÉO

POURQUOI EST-IL SI URGENT D'INVESTIR DANS LE CLIMAT ?



Gilbert Van Hassel
CEO

« Ce qui est étonnant, c'est que nous disons tous que le climat est une urgence, et pourtant nous n'agissons pas comme si c'était urgent. A ce titre, j'aimerais paraphraser Sir David Attenborough, qui, en résumé, dit que c'est effrayant, car les preuves du changement climatique et la science nous montrent que si nous n'agissons pas avec énergie au cours de la prochaine décennie, nous verrons disparaître la nature et même nos sociétés telles que nous les connaissons aujourd'hui. Donc, en effet, c'est très, très urgent. »



Masja Zandbergen
Head of Sustainability
Integration

« Devons-nous encore parler de l'urgence du changement climatique ? Je pense que nous constatons tous les sécheresses extrêmes, les températures extrêmes en été en Sibérie (38 degrés), les feux de forêts, les inondations. Je pense qu'il est assez clair que le climat est en train de changer. Pourtant, nous sommes toujours dépendants des combustibles fossiles, et ces combustibles émettent du CO₂. Le CO₂ qui a été stocké par les combustibles fossiles durant plusieurs millions d'années est libéré dans l'atmosphère depuis quelques centaines d'années. Désormais, les taux de CO₂ dans l'atmosphère sont aussi élevés qu'il y a trois millions d'années de cela. Et à l'époque, les températures étaient plus élevées d'environ 2-3 degrés, de l'ère pré-industrielle, et le niveau des mers était plus élevé de 15-25 mètres. Je conclurai mon argument sur ce constat. »



Victor Verberk
CIO Fixed Income and
Sustainability

« Si on parle d'urgence, on doit comprendre quelles sont les trajectoires qui s'offrent à nous. Soit nous décarbonons lentement à l'échelle mondiale et, plus tard, nous accélérons, soit nous décarbonons très rapidement maintenant et, ensuite, nous le faisons plus lentement. On obtient des trajectoires différentes, et cela signifie des émissions de carbone cumulées différentes. C'est un sujet un peu complexe, mais tout dépend du chemin que nous empruntons. Et au final, la technologie est importante. Si nous disposons de technologies avancées, nous décarbonerons plus vite, et inversement. Donc, l'urgence est une première chose. L'importance en est une deuxième. Mais la trajectoire que nous suivons est encore plus importante. »



Lucian Peppelenbos
Climate Strategist

« Il est vraiment urgent d'agir maintenant. Continuer comme si de rien n'était conduirait à un monde invivable pour nos enfants. Nous devons donc agir. Nous devons changer. Nous avons moins d'une génération pour décarboner notre économie. Il s'agit de modifier entièrement la façon dont nous vivons, la façon dont nous mangeons, la façon dont nous voyageons. Et nous devons le faire en une génération. Chaque année compte. Chaque année de retard fait augmenter les coûts. Alors, il est vraiment urgent d'agir maintenant. »



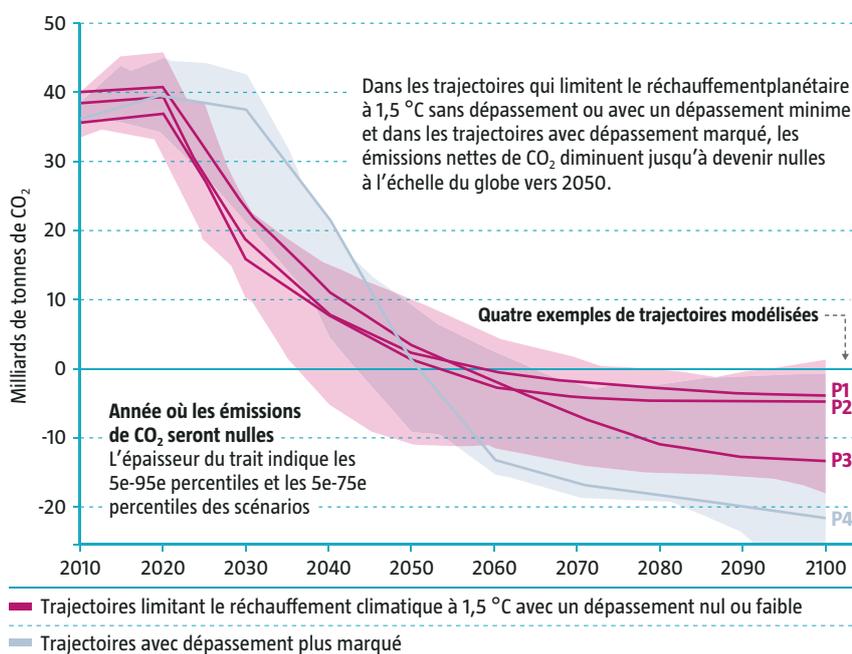
Carola van Lamoen
Head of Sustainable Investing

« La crise climatique est la plus grande crise à laquelle nous sommes confrontés actuellement en tant qu'humanité. Rétrospectivement, les 5 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Et si nous voulons conserver un monde agréable à vivre pour nos enfants et leurs enfants, je pense qu'il est évident que plus tôt nous agissons, moins élevé sera le prix à payer pour résoudre cette crise. Donc, tout cela doit nous pousser à agir de façon concrète. »

Le graphique qui résume tout

Ce graphique du GIEC synthétise les 90 scénarios qui sous-tendent les trajectoires d'émissions de CO₂ compatibles avec un réchauffement climatique inférieur à 1,5 °C dans les décennies à venir. Chaque scénario tient compte de différentes hypothèses en termes de mesures d'atténuation, de progrès technologiques, de priorités politiques, de préférences sociétales et de développement économique. Les scénarios qui se situent dans la zone rose atteignent l'objectif de 1,5 °C aux alentours de 2050, avec peu ou pas de dépassement. Dans les scénarios en gris, les dépassements de température sont plus importants, et l'objectif de 1,5 °C est atteint vers 2100.

Graphique 2 : Total des émissions mondiales nettes de CO₂



Les trajectoires qui limitent le réchauffement à 1,5 °C se caractérisent toutes par une réduction à zéro des émissions nettes de CO₂, un abandon progressif du charbon d'ici 2050 et une augmentation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Le graphique présente aussi quatre exemples de trajectoires modélisées. La trajectoire P1 est la plus radicale : les émissions déclinent rapidement jusqu'à devenir nulles, grâce à une baisse rapide de la demande de produits à forte intensité carbone.

La trajectoire P2 atteint l'objectif de réduction des émissions d'une façon qui maximise les contributions aux ODD. Comme P1, il s'agit d'une trajectoire ambitieuse en matière d'évolution des habitudes de consommation.

La trajectoire P3 est une sorte de scénario intermédiaire, caractérisé par une modification limitée des tendances socio-économiques et un recours accru aux techniques de réduction du carbone, telles que la bioénergie avec captage et stockage du dioxyde de carbone. P4 est la plus risquée des quatre trajectoires : plus lente à se concrétiser, elle est sujette aux dépassements et nécessite par conséquent d'importantes mesures de compensation pour parvenir à l'objectif de réduction des émissions.

Source : GIEC, octobre 2018, Rapport spécial n°15

Sommes-nous sur la bonne voie ?



Les gouvernements ont pris conscience qu'il est urgent de s'attaquer au réchauffement climatique. Mais nous ne sommes pas près d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, à moins d'agir de toute urgence – et c'est là que les initiatives d'investisseurs peuvent aider.

L'Accord de Paris reste le point de départ de toutes les initiatives visant à lutter contre le réchauffement climatique, car il s'agit du seul véritable accord mondial auquel toutes les nations ont adhéré. Son principal objectif est de limiter l'augmentation des températures mondiales moyennes à moins de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels d'ici 2100. Pour cela, le monde doit atteindre la neutralité carbone en 2050 au plus tard.

L'accord a été ratifié le 22 avril 2016 (la Journée de la Terre pour les Nations Unies) et signé par 196 nations. Depuis, de nombreux pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Certains sont plus ambitieux et visent 2040 (Autriche et Uruguay), tandis que la Chine, qui affiche la plus grande empreinte carbone au monde, s'est fixé une échéance plus longue à 2060.

Alerte orange

Alors, sommes-nous bien partis pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris ? « Non », répond Lucian Peppelenbos, stratège climat chez Robeco. « Si nous prenons l'image des feux tricolores rouge-orange-vert, je dirais que nous sommes à l'orange. Mais il y a un an, j'aurais dit rouge. »

« Cette amélioration est due aux récents engagements pris en Asie (Chine, Japon et Corée du Sud), mais aussi au fait que tout le monde sait désormais ce que vont faire les États-Unis, maintenant qu'ils ont réintégré l'Accord de Paris. »

« Avec tout cela en place, les pays responsables de 63 % des émissions mondiales seront en ligne avec l'ambition zéro carbone. »

« Si nous pouvons vraiment tenir nos engagements d'ici 2050, le monde sera à même de limiter l'augmentation de la température mondiale à 2,1 °C, alors que précédemment nous nous dirigions vers une hausse de 3 degrés. Cette récente vague d'engagements est plus ambitieuse que jamais. »

Un leadership partagé

Passer de l'orange au vert exigera beaucoup plus de coopération, estime Lucian Peppelenbos : « J'aime le concept de "leadership

partagé" introduit par Christiana Figueres, l'une des architectes de l'Accord de Paris. »

« Dans l'économie réelle, il est nécessaire d'avoir des cadres politiques, et de veiller à ce que les consommateurs et les technologies aient un rôle à jouer. Tous ces éléments forment un puzzle. En tant qu'investisseurs, nous pouvons réorienter les capitaux vers une économie circulaire verte et décarbonée... et c'est vital. Mais nous dépendons cruellement des autres pièces du puzzle pour avancer. »

Parmi ces pièces figurent diverses initiatives que des investisseurs (dont Robeco) ont rejointes pour essayer de faire passer le monde de l'orange au vert. Les 10 initiatives les plus importantes pour les investisseurs sont les suivantes.

Plan d'action de l'UE pour une finance durable

Objectif de politique majeur de l'Union européenne, qui vise à promouvoir l'investissement durable dans les 27 États membres. (Bruxelles, 2018)

Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique

Collaboration entre 270 investisseurs qui agissent pour décarboner leurs 35 000 milliards d'euros d'actifs sous gestion. (Londres, 2012)

Initiative Net Zero Asset Managers

Groupe de gérants d'actifs mondiaux (comprenant l'IIGCC) engagés à rendre leurs portefeuilles neutres en carbone d'ici 2050. (Londres, 2020)

Climate Action 100+

Groupe d'investisseurs ciblant les 100 entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre. (Paris, 2017)

Platform Carbon Accounting Financials

Partenariat mondial créé par un groupe de banques néerlandaises pour harmoniser la comptabilisation des émissions carbone dans le secteur financier. (Amsterdam, 2015)

Groupe de travail sur l'information financière relative au climat

Organisation créée par le Financial Stability Board pour améliorer et augmenter la communication des informations financières liées au climat. (Londres, 2015)

Transition Pathway Initiative

Initiative mondiale lancée par des investisseurs pour évaluer le degré de préparation des entreprises à la transition vers une économie bas carbone. (Londres, 2017)

Accord climat des Pays-Bas

Ensemble de mesures prises par le gouvernement néerlandais pour réduire les émissions de CO₂ du pays de 49 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. (La Hague, 2019)

Finance for Biodiversity Pledge

Groupe de 37 institutions financières appelant les gouvernements à protéger la biodiversité menacée. (Bruxelles, 2020)

Powering Past Coal Alliance

Alliance de 104 pays, villes, entreprises et organisations cherchant à accélérer la transition entre la production d'électricité à partir du charbon et les énergies propres. (Ottawa, 2017)

Suivre nos progrès en matière d'action climatique

Sommes-nous bien partis pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris ? Parfois, il peut être difficile de suivre toute l'actualité climatique, et encore plus dans le contexte actuel de crise sanitaire. Deux organismes allemands ont élaboré une manière plus visuelle de suivre les progrès, sous la forme d'un thermomètre (« Climate Action Tracker ») et d'un compte à rebours (« Carbon Clock »).

Climate Action Tracker est un site Internet qui suit les efforts entrepris par les gouvernements pour réduire les émissions par rapport à l'objectif de l'Accord de Paris, qui vise à maintenir le réchauffement planétaire en dessous de 2 °C d'ici 2100, tout en poursuivant les efforts visant à limiter cette hausse à 1,5 °C.

Cet outil est le fruit d'une collaboration entre l'institut de science et de politique climatique Climate Analytics et le groupe de recherche New Climate Institute. Il quantifie et évalue les engagements pris pour atténuer le réchauffement climatique, puis détermine si les pays sont sur la bonne voie pour les honorer.

L'action des pays est ensuite agrégée à l'échelle mondiale, ce qui permet de connaître l'augmentation probable de la température d'ici la fin du siècle. Les résultats sont visuellement représentés par un thermomètre. Les utilisateurs peuvent ainsi savoir comment leur pays s'en sort selon plusieurs indicateurs interactifs.

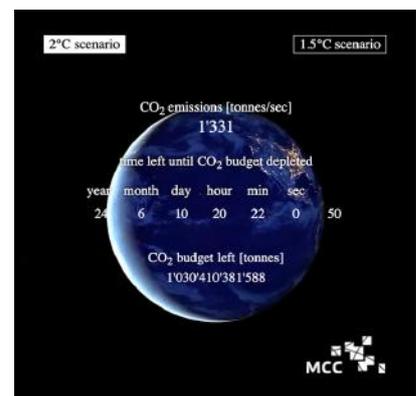
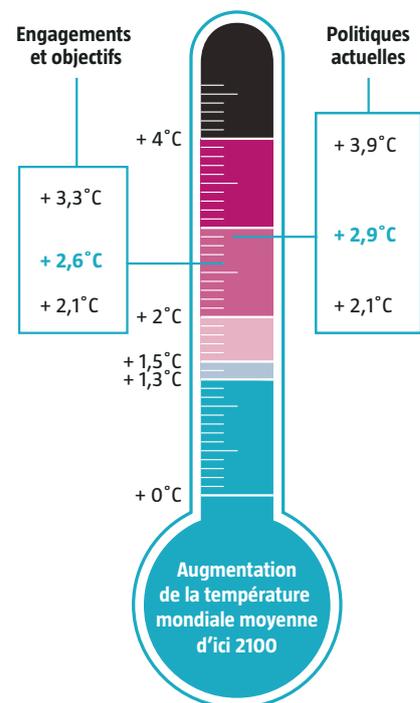
Le Carbon Clock

Le Carbon Clock indique quelle quantité de dioxyde de carbone peut encore être rejetée dans l'atmosphère pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris. En deux clics seulement, il est possible de comparer les estimations relatives aux objectifs 1,5 °C et 2 °C, et de voir combien de temps il reste avant que ces limites ne soient dépassées. À l'heure actuelle, il ne reste que 6 ans et 10 mois avant de dépasser le scénario 1,5 °C et 24 ans et 8 mois pour le scénario 2 °C.

Ce compte à rebours est géré par le Mercator Research Institute on Global Commons and Climate Change, un think-tank scientifique créé par la fondation scientifique Stiftung Mercator et le Potsdam Institute for Climate Impact Research.

Les données sont fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et reposent sur le fait qu'environ 42 gigatonnes de CO₂ sont émises dans le monde chaque année, soit 1 332 tonnes par seconde. L'estimation du budget carbone restant se base sur le rapport « Réchauffement planétaire de 1,5 °C » publié par le GIEC à l'automne 2018. La prochaine mise à jour de ce compte à rebours aura lieu après la publication du sixième rapport d'évaluation du GIEC, prévu en 2022. ■

Graphique 3 : Climate Action Tracker





Défi

Le réchauffement climatique est le plus grand défi à relever pour l'humanité. L'augmentation du niveau des mers provoquera le déplacement de millions de personnes, et les conséquences économiques seront catastrophiques si rien n'est fait. Nous ne pouvons pas laisser aux générations futures la responsabilité de sauver la planète : nous devons agir maintenant.

58 %

des investisseurs européens considèrent le manque de données comme le principal obstacle à la mise en œuvre de la décarbonation.

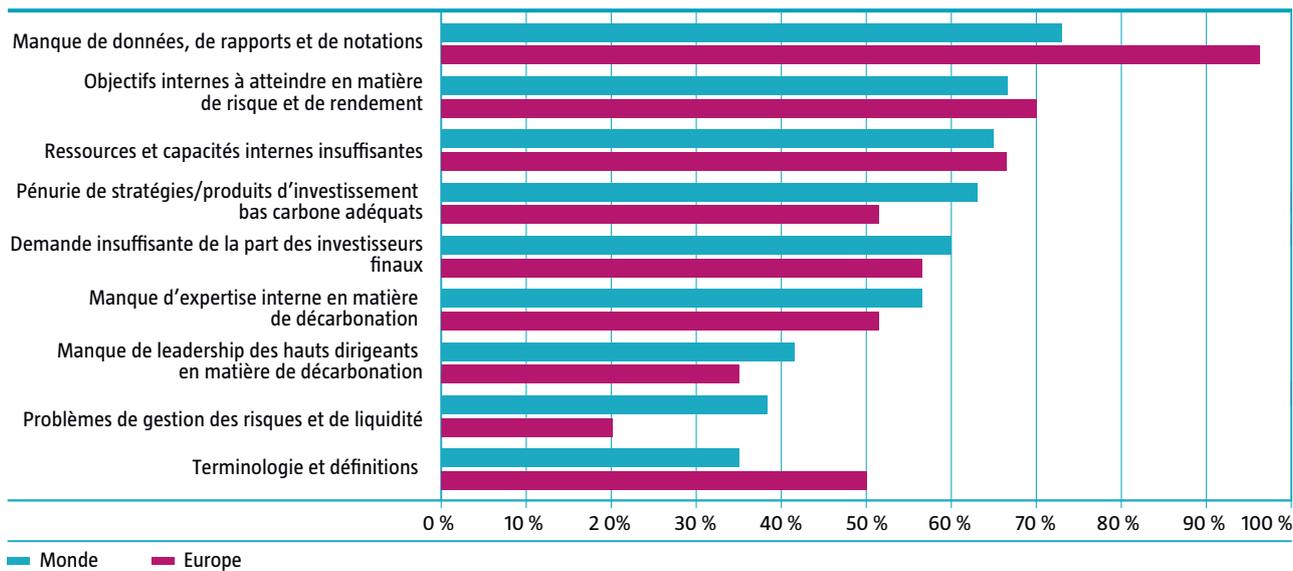
54 %

des investisseurs asiatiques estiment que le manque de stratégies et de produits adaptés constitue l'une des principales difficultés.

45 %

des investisseurs nord-américains indiquent le manque d'expertise interne et une demande insuffisante de la part des investisseurs finaux.

Graphique 4 : Les investisseurs confrontés à de nombreux obstacles en matière de décarbonation



Source : Robeco Global Climate Survey 2021

La vraie difficulté est de s'assurer que nous allons tous dans la bonne direction

En matière de lutte contre le réchauffement climatique, l'une des plus grandes difficultés est de s'entendre sur les actions à mener. Il est essentiel de reconnaître que nous avons tous un rôle à jouer, et d'accepter d'agir collectivement si nous voulons avoir un impact sur le monde réel. Selon Lucian Peppelenbos, stratège climat chez Robeco, les capitaux d'investissement sont absolument cruciaux en la matière, mais l'économie réelle doit être guidée par les bonnes incitations pour permettre au secteur financier d'avancer lui aussi.

- **Les incitations sont essentielles pour engager toutes les parties prenantes vers un changement positif**
- **Fini d'accuser les autres, nous devons assumer notre responsabilité individuelle et collective**
- **Nous ne pouvons pas construire un portefeuille neutre en carbone si l'économie réelle n'évolue pas dans la même direction**

Ces incitations doivent concerner le plus grand nombre. « Pour assurer la décarbonation de l'économie réelle, il est nécessaire d'établir des cadres politiques et de s'assurer que les consommateurs et les technologies ont un rôle à jouer. Tous ces éléments forment un puzzle. En tant qu'investisseurs, il est crucial pour nous de réorienter les capitaux vers une économie circulaire, verte et décarbonée. Mais nous dépendons aussi beaucoup des autres pièces du puzzle. Je pense qu'il s'agit là de la vraie difficulté. »

Les gouvernements jouent un rôle essentiel dans la mise en place d'incitations efficaces. À commencer par l'instauration de dispositifs adéquats de tarification du carbone, et par leur prise en compte dans les décisions économiques, afin que les investisseurs et les consommateurs puissent anticiper le véritable coût de leurs actions.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour trouver les bonnes incitations. À l'heure actuelle, seules 20 % environ des émissions mondiales sont soumises à une tarification, via divers dispositifs. Mais la plupart du temps, le prix du carbone est trop bas, ce qui signifie que les incitations ne parviennent pas à changer

les comportements. Dans différents mécanismes de tarification du carbone, le prix moyen pondéré des émissions par tonne est en effet estimé à 2 dollars (selon la Banque mondiale). Or, les calculs montrent que ce prix devrait atteindre 50 dollars d'ici la fin 2021 et 100 dollars d'ici 2030 pour nous placer sur la trajectoire de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C.

Dans les régions où la tarification est plus réaliste, les comportements ont clairement évolué. En Europe par exemple, le prix du carbone est actuellement compris entre 30 et 35 euros. « Cela accélère vraiment l'abandon progressif du charbon et favorise l'innovation dans l'industrie, car les solutions bas carbone commencent à faire sens sur le plan commercial », observe Lucian Peppelenbos.

Ouvrir la voie vers le changement

Selon lui, l'autre rôle clé des gouvernements est de clarifier les objectifs à long terme. « À un moment, ils devront fixer des limites claires, tant pour les émissions que pour les normes techniques, afin que le marché puisse faire son travail. »

Il cite l'exemple du gouvernement néerlandais qui a annoncé, il y a plusieurs années, qu'à partir de janvier 2023 tous les immeubles commerciaux devront afficher un diagnostic énergétique minimum de C pour pouvoir être vendus ou loués. « Résultat, tous les biens immobiliers concernés sont actuellement rénovés ou retirés du marché. L'industrie a disposé de plusieurs années pour s'adapter et cela a bien fonctionné. »

Autre exemple, l'interdiction dans de nombreux pays européens de vendre des véhicules non électriques d'ici 2030, une décision qui stimule considérablement l'innovation dans l'industrie automobile. « La clarification des objectifs à long terme et les incitations obligent l'industrie à se mettre au vert. Elle a alors le temps de s'adapter, tandis que les exigences sont raisonnables et conformes à la direction que nous devons prendre. Tout cela aide aussi les gens à cibler leurs efforts et stimule l'innovation. »

Penser (et consommer) différemment

Pour s'assurer que nous nous engageons tous dans la transition, il est essentiel de reconnaître que nos actions et choix individuels influencent les résultats globaux. Il est facile d'accuser les entreprises qui produisent des produits émetteurs de carbone, mais nous devons aussi réfléchir au rôle des comportements de consommation.

« Pendant très longtemps, nous nous sommes concentrés sur l'industrie du pétrole et du gaz, en l'accusant d'être responsable des problèmes climatiques. Certes, sa responsabilité est considérable, mais nous oublions souvent que cette industrie cherche du pétrole en notre nom. Tant qu'il nous semblera normal de prendre l'avion cinq fois par an pour partir en vacances, de manger beaucoup de viande et de jeter nos vêtements au bout de quelques mois, nos comportements constitueront une grande partie du problème. »

Pour changer tout cela, l'offre et la demande doivent évoluer. « Cependant, je réfute l'argument selon lequel les consommateurs déterminent seuls leurs propres comportements. Pour danser, il faut être deux. Les entreprises jouent aussi un rôle important dans les choix des consommateurs. »

Les moteurs juridiques du changement

L'évolution du système judiciaire contribue à accélérer les choses. De plus en plus de gouvernements ou d'entreprises sont attaqués en justice pour les conséquences de leurs actions sur le climat. En France et aux Pays-Bas, par exemple, l'État a été poursuivi pour son inaction en matière de climat et son incapacité à protéger les citoyens. « L'augmentation du nombre de procès crée une jurisprudence qui favorisera et accélérera la transition vers une économie bas carbone. »

Les opportunités d'investissement sont en phase avec les progrès dans l'économie réelle

L'ampleur et le rythme des progrès de l'économie réelle détermineront les risques et opportunités d'investissement.

« Bien que les investisseurs soient tournés vers l'avenir et assument un rôle de leader en signalant au marché quelle direction il doit prendre, l'économie réelle fixe des limites quant aux secteurs dans lesquels ces opportunités d'investissement peuvent se développer. Nous ne pouvons pas viser un portefeuille neutre en carbone si l'économie réelle ne va pas dans la même direction », affirme Lucian Peppelenbos.

Aligner tous ces éléments exige que chacun assume ses responsabilités. « Blâmer l'industrie pétrolière, les gouvernements ou le système financier est peut-être justifié, mais cette approche est totalement inadéquate aujourd'hui, parce que nous sommes tous confrontés au même défi et à la même responsabilité. »

De plus, nous ne pouvons pas attendre que toutes les pièces du puzzle soient assemblées pour passer à l'étape suivante.

« Désormais, tout un chacun doit assumer ce rôle. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est un leadership partagé. »

VOIR LA
VIDÉO

QUELS DÉFIS LES INVESTISSEURS DOIVENT-ILS RELEVER POUR LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?



Gilbert Van Hassel
CEO

« Bien sûr, il est très difficile de traduire une ambition à long terme en portefeuilles à court terme. Mais je pense que nous devrions plutôt, à l'instar des gouvernements nationaux et des politiques gouvernementales, fixer des périodes de cinq ans et nous assurer que nous sommes alignés sur les objectifs des politiques climatiques des Nations Unies qui sont fixés par un mécanisme de « cliquet ». Et donc, oui, c'est un défi, mais c'est réalisable. Est-ce que cela aura un impact ? Si je prends notre cas en tant que gérant d'actifs, il y aura bien entendu un impact indirect si nous décarbonons nos portefeuilles. Mais si suffisamment de gérants d'actifs commencent à faire de même et que le monde suit, les entreprises le remarqueront et, en effet, cela aura un impact majeur. »



Lucian Peppelenbos
Climate Strategist

« Le prix du carbone a été identifié depuis de nombreuses décennies par les économistes comme la solution clé. Cependant, sa mise en œuvre s'est avérée problématique. Il existe environ 60 systèmes de tarification du carbone à travers le monde, mais, combinés, ils ne couvrent que 20 % des émissions mondiales et le prix moyen est de 2 dollars par tonne. Alors que les scientifiques conviennent qu'aujourd'hui, le prix du carbone devrait être compris entre 40 et 80 dollars, et qu'il devrait atteindre 100 dollars en 2030. Il reste donc un long chemin à parcourir. Mais là où une tarification appropriée du carbone est appliquée, comme par exemple en Europe cette année, les prix sont à 40 euros –, nous constatons un impact réel. »



Victor Verberk
CIO Fixed Income and Sustainability

« Si l'on parle de décarbonation, on parle avant tout de données. Vous devez acheter des données. Or, ces données sont détenues par trois fournisseurs, c'est donc une opération coûteuse par définition. Vous avez également besoin d'un système informatique pour stocker les données sur le Cloud. Donc, pour moi, l'investissement durable est synonyme de technologies de l'information. Je dors très bien, mais, si vous voulez savoir ce qui me tracasse, je vous réponds : investissement durable égale technologies de l'information. Il y a un très gros besoin d'investissement dans les technologies de l'information. »



Carola van Lamoen
Head of Sustainable Investing

« Si l'on prend le défi de la décarbonation des portefeuilles, parfois la solution la plus facile consisterait à vendre les titres des sociétés les plus émettrices en carbone. Mais si une autre personne achète ces mêmes titres, cela ne changera rien dans les faits. Cela ne bénéficiera pas au monde réel. Donc, en complément, il est bon d'engager un dialogue avec les entreprises sur la transition vers une économie bas carbone. Et c'est vraiment une solution pour relever ce défi. »



Masja Zandbergen
Head of Sustainability Integration

« Nous nous concentrons sur les grands émetteurs de carbone. Nous regardons particulièrement le secteur de l'énergie, le secteur des services aux collectivités, l'industrie cimentière, l'industrie minière, les industries lourdes, tous de gros émetteurs de carbone. Et si nous les vendons, nos portefeuilles seront décarbonés. Mais encore une fois, cela n'aura rien changé dans le monde réel. Ces entreprises ont aussi besoin de capitaux pour innover, pour développer de nouveaux produits. Elles ont des clients qui ont besoin de leurs produits, qui les achètent et qui doivent peut-être aussi payer un peu plus pour ces produits. C'est donc l'ensemble de la chaîne qui doit contribuer à la décarbonation de l'économie. Et, en tant qu'investisseurs, nous ne sommes que l'un des premiers maillons de cette chaîne. »

Le dilemme des données



Thijs Markwat
Climate data scientist

Limiter le réchauffement climatique signifie qu'il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est un fait. Mais les investisseurs ont du mal à obtenir les données nécessaires pour suivre l'évolution et le rythme de réduction des émissions responsables du réchauffement climatique.

L'ampleur du problème devient évidente lorsque l'on essaie de déterminer l'origine des émissions. Pour mieux connaître leur provenance, celles-ci sont classées en trois catégories ou « scopes » (scopes 1, 2 et 3). La catégorie 1 correspond aux émissions directement produites par les entreprises, la catégorie 2 aux émissions liées à la consommation d'électricité ou de chauffage nécessaire aux activités de production, et la catégorie 3 regroupe les émissions produites par l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris par l'utilisateur final durant tout le cycle de vie d'un produit.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'additionner des tonnes de mètres cubes de gaz à effet de serre – en supposant même que l'on puisse accéder à cette information. Par définition, toute donnée acquise est historique, ce qui pose trois grands problèmes.

Les données sont par nature rétrospectives

« L'un des problèmes fondamentaux en matière de données carbone est qu'elles concernent le passé, avec un décalage d'environ deux ans. Si nous examinons aujourd'hui les empreintes carbone, nous nous référons en réalité à l'année 2019 », explique Thijs Markwat, spécialiste des données climatiques chez Robeco. « Cela signifie que ces données n'indiquent pas si une entreprise est prête pour la transition. Nous avons donc besoin d'indicateurs plus prospectifs. L'empreinte carbone d'aujourd'hui ne dit pas si une entreprise va décarboner demain. »

La rivalité des fournisseurs

Le deuxième problème n'est pas que les données sont insuffisantes, mais qu'elles proviennent de sources multiples et redondantes, souvent contradictoires. « Les données relatives aux émissions de catégorie 1 et 2 sont assez faciles à obtenir, mais concernant leur ampleur, il n'y a quasiment pas de corrélation entre les différents fournisseurs », commente Thijs Markwat. « Le vrai problème est que ces données ne sont pas mesurées mais seulement modélisées, c'est-à-dire estimées. »

En outre, les catégories ne nous disent pas tout. Par exemple, si un constructeur automobile génère relativement peu d'émissions de catégorie 1 et 2 lorsqu'il fabrique une voiture à essence, l'utilisateur, lui, va consommer du carburant pendant des années et produire beaucoup de gaz d'échappement, donc des émissions de catégorie 3.

Les difficultés liées aux données ne doivent cependant pas nous empêcher d'agir. « Le manque de données sert d'excuse à certains

pour éviter de prendre le taureau par les cornes », confie Thijs Markwat. « Nous devons faire attention à ne pas considérer ce problème comme un problème de données ; il s'agit davantage d'une difficulté d'analyse liée aux données elles-mêmes. Nous savons quels sont les secteurs très émetteurs, et nous pouvons donc agir dessus. »

Numérateur vs dénominateur

Le troisième problème concerne le choix des indicateurs à utiliser, l'approche actuelle étant largement basée sur la quantité, alors qu'elle devrait également être qualitative. « L'empreinte carbone constitue le numérateur, mais il ne faut pas oublier le dénominateur », avance Thijs Markwat.

« Est-ce que l'on examine l'empreinte carbone d'une entreprise par rapport à son chiffre d'affaires ou à sa valeur d'entreprise ? Ces aspects font une différence colossale lorsque la législation n'exige pas la même chose d'un pays ou d'une région à l'autre. Il est donc nécessaire d'adopter une approche plus ciblée. »

La tarification du carbone n'est pas assez développée pour faire la différence

La tarification du carbone est souvent considérée comme une solution pour réduire les émissions, car il s'agit d'un coût direct pour les principaux émetteurs. Mais faute d'être adoptée à l'échelle mondiale, elle est loin de faire la différence, tandis que les prix du carbone sont actuellement bien trop bas.

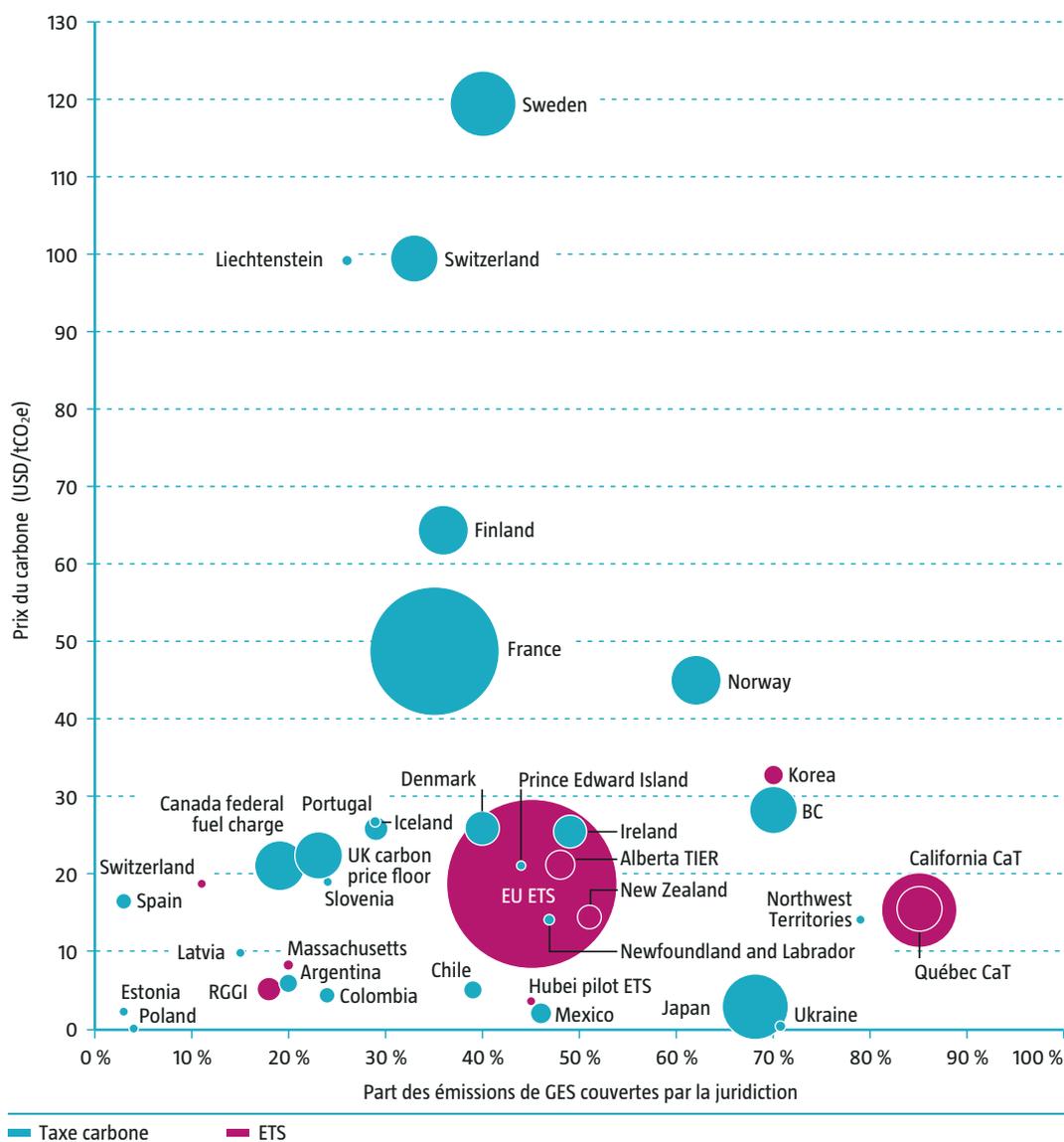
Dans sa forme la plus simple, la tarification du carbone est une taxe sur la quantité de carbone émis (par tonne), généralement prélevée par l'État. La Suède affiche la taxe carbone la plus élevée au monde, à savoir environ 120 dollars par tonne d'équivalent de CO₂, selon le rapport « State and Trends of Carbon Pricing 2020 » du Groupe de la Banque mondiale.

Les dispositifs de compensation (« cap and trade ») sont un autre moyen de réduire les émissions. Ils permettent d'échanger des quotas carbone avec d'autres émetteurs, en respectant des plafonds fixés par les autorités. En la matière, le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne est l'un des dispositifs les plus complets.

Le prix du carbone y fluctue selon l'offre et la demande de quotas, et il est actuellement d'environ 33 euros par tonne d'équivalent de CO₂.

Mais le plus souvent, soit les pays ne disposent pas d'un système de taxe carbone ou d'échange de quotas, soit celui-ci est sous-exploité et n'a aucun effet dissuasif. Fin 2020, seuls 61 systèmes de tarification du carbone sont en place ou prévus dans le monde, sous forme de système d'échange (dans 31 pays) ou de taxe carbone (dans 30 pays), estime le Groupe de la Banque mondiale. Cela représente 12 gigatonnes d'équivalent de dioxyde de carbone, soit seulement 22 % des émissions mondiales de gaz à effet serre, contre 20 % en 2019.

Graphique 5 : État et tendances de la tarification du carbone



Source : Worldbank, 2019

Des prix trop bas

Par ailleurs, les prix du carbone restent nettement inférieurs à ce qu'ils devraient être pour constituer une incitation à respecter les objectifs de l'Accord de Paris. En 2017, la Commission de haut niveau sur les prix du carbone estimait que le prix mondial du carbone devrait atteindre 40-80 dollars par tonne d'équivalent CO₂ d'ici 2020 et 500-100 dollars d'ici 2030 pour limiter la hausse du réchauffement planétaire à 2 °C. Or, le prix moyen dans le monde est actuellement de 2 dollars par tonne d'équivalent CO₂, selon le FMI.

« À l'échelle mondiale, 22 % seulement du carbone est actuellement tarifé, ce qui est très insuffisant », déplore Lucian Peppelenbos, stratège climat. « Et le prix moyen de 2 dollars la tonne est on ne peut plus ridicule. »

« Toutefois, des signes montrent qu'il finit par être pris plus au sérieux ces derniers temps. En Europe, le prix du carbone est actuellement de 33 euros par tonne d'équivalent CO₂, un niveau à partir duquel il commence vraiment à influencer les comportements économiques. À ce prix, nous observons déjà que le gaz remplace le charbon dans la production d'électricité, et cela stimule les innovations bas carbone dans l'industrie. »

Être pris plus au sérieux

La question est davantage prise au sérieux dans l'Union européenne, celle-ci s'étant engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 dans son pacte vert pour l'Europe. Son premier objectif est de réduire de 55 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux des années 1990. Pour cela, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières est en cours d'élaboration, afin de créer des règles équitables et de protéger les industries européennes contre les importations bon marché à forte intensité de carbone.

« Le SEQE constitue le pilier de la politique climatique de l'UE », note Lucian Peppelenbos. « Pour atteindre son objectif de réduction de 55 % d'ici 2030, l'UE sait que les quotas de carbone devront devenir plus rares, ce qui fera grimper le prix de la tonne de CO₂, tandis que la taxe carbone aux frontières modifierait la donne au niveau mondial. »

Comparaison avec les taxes sur les carburants

Des prix plus élevés et la taxe aux frontières sont peut-être une bonne chose pour le climat, mais ne vont-ils pas pénaliser l'économie ? Une façon de rendre les choses plus acceptables pour ceux qui doivent payer ces taxes est de les comparer à la fiscalité des carburants. « Si l'on prend le montant moyen des taxes sur le gasoil en Europe, il équivaudrait à un prix carbone d'environ 300 dollars par tonne », explique Lucian Peppelenbos.

« Or, cette taxation n'a pas empêché l'industrie automobile européenne d'être compétitive, ni les consommateurs d'acheter ou de conduire des voitures. En revanche, elle a contribué à la fabrication de voitures beaucoup plus efficaces en Europe par rapport à la moyenne mondiale. »

« Cela montre qu'il est possible d'introduire des prix plus élevés sans détruire l'industrie automobile ou le pouvoir d'achat des consommateurs. Il faut juste le faire de manière intelligente, sans que cela ne constitue une menace. »

Décarbonation des portefeuilles d'investissement : réflexions, défis et mises en garde

Le réchauffement climatique est le problème, la neutralité carbone l'objectif et la décarbonation le moyen. Mais y a-t-il des obstacles à franchir ? Masja Zandbergen, responsable de l'intégration de la durabilité chez Robeco, présente les difficultés pouvant ralentir les investisseurs qui veulent décarboner leurs portefeuilles et contribuer à la neutralité carbone, ainsi que quelques mises en garde.

Que signifie exactement décarboner un portefeuille ?

« Pour faire simple, il s'agit de réduire l'intensité carbone du portefeuille en y incluant des entreprises peu émettrices ou qui se sont engagées de manière crédible à réduire leurs émissions. Comme pour les performances financières du portefeuille, les progrès en la matière doivent être mesurés en continu par rapport à un indicateur de référence. Sinon, les émissions déclarées ont une valeur informative faible. »

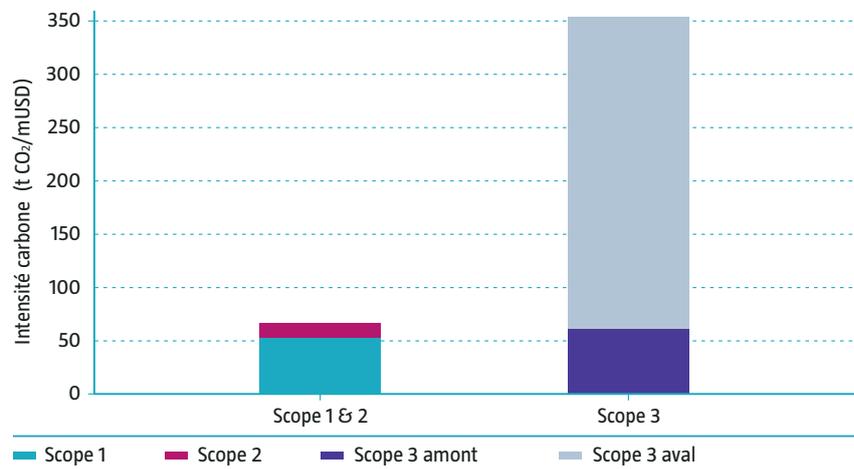
« Ce point de référence peut être l'ensemble du marché, en prenant par exemple les émissions d'un indice mondial, ou être un indicateur interne tel qu'un repère dans le temps à l'aune duquel les progrès en glissement annuel du portefeuille sont mesurés. La quantité d'émissions n'a pas d'importance, ce qui compte est que vous commenciez à les mesurer. »

Ne serait-il pas plus simple de désinvestir des gros émetteurs ?

« Oui, si les données déclarées par les entreprises étaient complètes, mais dans la mesure où la majorité des émissions générées sont exclues des chiffres publiés, la véritable performance est sous-estimée. Actuellement, les entreprises déclarent, et les investisseurs calculent, les émissions générées par les processus de production (émissions de Scope 1) et l'électricité utilisée pour alimenter ces processus (Scope 2). Mais elles ne déclarent pas les émissions générées plus loin dans la chaîne d'approvisionnement par les utilisateurs de leurs produits. Les producteurs de gaz et de pétrole ont une empreinte carbone élevée dans la phase de production mais cela ne représente que 20 % des émissions totales. Les 80 % restants sont générées lorsque le pétrole est consommé par les utilisateurs (Scope 3). »

« Les compagnies pétrolières et gazières ne sont pas les seules dans ce cas : dans l'ensemble de l'économie, les émissions de Scope 3 sont sous-estimées. De nombreuses sociétés agroalimentaires, par exemple, affichent en amont des empreintes opérationnelles relativement faibles, mais génèrent beaucoup d'émissions non prises en compte, issues de la déforestation ou des engrais dans d'autres parties de leur chaîne d'approvisionnement. Les données relatives à l'ensemble d'une chaîne d'approvisionnement ne sont pas encore calculées, publiées ou même envisagées par la plupart des investisseurs (voir Graphique 6). »

Graphique 6 : Les émissions de Scope 3 sont sous-représentées dans le données alors qu'elles constituent la majorité de émissions totales des sociétés cotées



Source : Robeco, Trucost. Le graphique présente l'intensité carbone moyenne pondérée (WACI) annuelle des valeurs composant l'indice MSCI All World AC. Les données sont basées sur les émissions annuelles moyennes communiquées par les entreprises pour l'année 2019. La WACI mesure l'intensité carbone (émissions de Scope 1+2+3 / valeur d'entreprise incluant la trésorerie en millions de dollars) pour chaque société en portefeuille, multipliée par sa pondération dans le portefeuille.

Comment cela affecte-t-il les efforts de décarbonation des portefeuilles des investisseurs ?

« Cela peut se traduire par une sous-estimation ou une surestimation des émissions de certaines entreprises et certains secteurs. De nombreux fournisseurs de solutions « vertes et vertueuses » génèrent paradoxalement beaucoup d'émissions carbone si l'on ne tient compte que des émissions passées. Par exemple, les éoliennes, les voitures électriques et l'hydrogène sont trois technologies propres, mais leur avantage en termes de réduction carbone se situe en aval de la chaîne d'approvisionnement, durant la phase d'utilisation. »

« Dans la mesure où elles peuvent nécessiter d'utiliser de l'acier pour fabriquer des pièces détachées, ou de l'électricité produite par un grand réseau régional à forte intensité carbone, leurs émissions de Scope 1 et 2 peuvent rester élevées. Ce qui signifie que leur potentiel de décarbonation n'est pas pleinement réalisé dans les portefeuilles. Une capacité de prévision est nécessaire pour contrer cet effet. »

Que fait Robeco face à ce dilemme ?

« Nos stratégies de décarbonation les plus avancées tiennent compte des émissions de Scope 3. Pour les autres stratégies, nous utilisons nos techniques propriétaires et des systèmes de modélisation externes pour générer les meilleures estimations concernant les émissions futures. Pour cela, nous cartographions pour chaque secteur les trajectoires de transition vers la neutralité carbone, à l'aide de technologies existantes ou naissantes. Outre les émissions de Scope 3, nous intégrons d'autres types de données prospectives pour évaluer l'état de préparation des entreprises au changement climatique et leurs futures performances corrigées des effets climatiques. Quelles entreprises ont des plans stratégiques qui incitent à passer à des technologies et des business models bas carbone ? Comment vont-elles bénéficier et tirer parti de la transition vers la neutralité carbone ? Lesquelles sont suffisamment solides sur le plan financier pour entreprendre les investissements nécessaires à la transition ? »

En quoi la décarbonation d'un portefeuille diffère-t-elle de l'intégration ESG ?

« L'objectif ultime est de s'assurer que les portefeuilles des clients résistent au réchauffement climatique en réduisant leur exposition aux risques carbone et en veillant à ce qu'ils soient prêts à affronter ces changements. Il s'agit d'une responsabilité bien plus complexe qui nécessite de prendre en compte beaucoup plus de choses que le simple fait de comparer les réductions d'émissions d'un portefeuille par rapport à un indicateur de référence. »

« L'intégration ESG apporte plus d'informations dans un large éventail de facteurs de risque sociaux, économiques, de gouvernance et environnementaux. Elle peut être associée à une analyse financière afin d'évaluer de manière plus précise les risques futurs, de prévoir les performances financières et de prendre des décisions d'investissement plus éclairées. »

« La décarbonation, en revanche, est souvent entreprise pour réduire les risques climatiques et pour lutter contre le réchauffement climatique. Un investisseur qui décide de décarboner son portefeuille ne le fait pas toujours pour des raisons purement financières. Souvent il est motivé par une envie d'investir dans des entreprises qui ont un impact positif en ne contribuant pas au réchauffement climatique et aux dégâts environnementaux. »

Comment la décarbonation d'un portefeuille s'inscrit-elle dans le contexte plus large de décarbonation des économies ?

« L'économie croît là où les capitaux affluent, ce qui signifie qu'investir dans les entreprises déjà bien engagées dans la réduction de leurs émissions et délaissier celles qui sont à la traîne permet d'accélérer la transition vers une économie mondiale zéro carbone. Cela dit, vendre les titres d'une entreprise très émettrice n'a pas d'effet immédiat sur l'économie réelle. Pour avoir un impact sur le monde réel, il est nécessaire qu'un grand nombre d'investisseurs « votent avec leurs pieds » et refusent de détenir les titres émis par les gros pollueurs. Cela finira par augmenter leurs coûts de financement et accélérer le changement. »

« Toutefois, quelques mises en garde sont nécessaires. D'une part, refuser des financements lésera les entreprises qui veulent entreprendre la transition mais qui ont besoin de capitaux pour ce faire. D'autre part, certaines sociétés très émettrices sont si bien dotées en liquidités qu'elles n'ont pas besoin d'argent frais. Dans ce cas, le boycott risque de ne pas avoir beaucoup d'effet. Pour autant, même les entreprises disposant d'une importante trésorerie tiennent à leur réputation, de sorte que si les investisseurs les délaissent, c'est un message d'alerte rouge qu'ils envoient à la direction. »

Quels autres outils peuvent utiliser les investisseurs pour accélérer la transition mondiale ?

« Les investisseurs doivent également utiliser l'engagement actif et leur droit de vote pour exercer leur influence sur la direction d'une entreprise. Dans la mesure où les émissions de carbone concernent des économies entières et qu'elles exigent des changements structurels majeurs, les actions d'engagement doivent être mises en place non seulement auprès des entreprises mais aussi au niveau des pays. »

« Robeco a récemment commencé à engager le dialogue avec des dirigeants de pays afin de les aider à comprendre les effets cumulés des politiques carbone contradictoires à l'échelle nationale. Il est en effet contre-productif de forcer des industries à décarboner tout en permettant à d'autres d'abattre des forêts ou de protéger les secteurs les plus émetteurs à l'aide de subventions. Les dirigeants des pays doivent également comprendre que les politiques nationales de décarbonation affecteront leur capacité à attirer des entreprises mondiales, des investissements étrangers et des financements via leurs obligations souveraines. » ■



Responsabilité

Personne ne peut ignorer le réchauffement climatique, et surtout pas les investisseurs, qui ont les moyens financiers de faire la différence. L'actionnariat actif peut également favoriser la transformation des entreprises. À grands pouvoirs, grandes responsabilités.

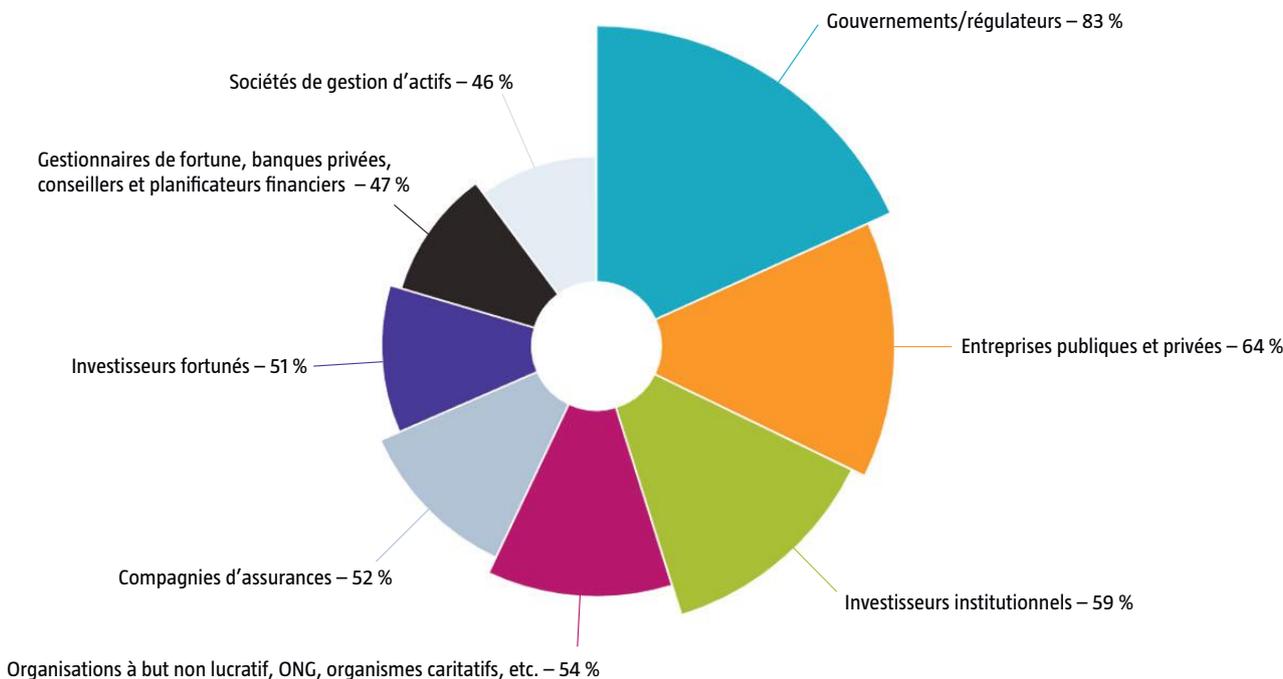
83 %

des investisseurs mondiaux considèrent que la réduction des émissions de carbone dans le cadre de l'Accord de Paris relève avant tout de la responsabilité des gouvernements et des régulateurs.

64 %

estiment qu'elle incombe aux entreprises publiques et privées, et 59 % aux investisseurs institutionnels. Pour 54 % des investisseurs, la responsabilité de la décarbonation revient aux ONG, devant la plupart des catégories d'investisseurs, tandis que les investisseurs particuliers sont considérés comme ceux qui ont le moins de responsabilité en la matière.

Graphique 7 : Qui doit supporter les principaux efforts de réduction des émissions carbone, selon les investisseurs ?



Source : Robeco Global Climate Survey 2021

Innover pour la durabilité

LE CEO DE ROBECO GILBERT VAN HASSEL APPELLE LES INVESTISSEURS À AGIR DE TOUTE URGENCE



Gilbert Van Hassel
CEO

Notre planète va mal. Nous ne pouvons plus ignorer la réalité du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. À cela s'ajoute la pandémie que nous devons gérer tant bien que mal, et qui bouleverse nos vies depuis début 2020. Il est donc vital d'agir maintenant : plus nous attendrons, plus les conséquences seront graves.

Je suis convaincu que les investisseurs doivent montrer l'exemple dans cette crise. Passer à côté de cette occasion de rendre la planète plus durable est l'un des plus grands risques actuels pour les investisseurs et les gérants d'actifs. La durabilité est désormais le principal moteur de l'innovation : la recherche de solutions au réchauffement climatique, notamment, stimule la créativité à un rythme sans précédent. Si les investisseurs ne saisissent pas ces opportunités d'investir dans les innovations durables, cela se traduira non seulement par un manque à gagner, mais aussi par une incapacité à fournir les solutions pouvant inverser la tendance et guérir notre planète.

Une feuille de route pour le climat

La question la plus importante pour les investisseurs devrait être de savoir comment nous pouvons avoir un impact durable sur le monde réel. À cet égard, je pense que nous devrions mettre l'accent sur trois priorités.

Premièrement, il est essentiel d'augmenter l'investissement durable. Celui-ci doit devenir une pratique standard pour favoriser la transition vers des sociétés plus durables et plus résilientes.

Malgré l'augmentation importante du nombre de fonds ESG et à impact sur le marché, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Pour chaque fonds qui intègre les critères de durabilité, il en existe beaucoup d'autres qui ne le font pas. Cela pose un problème : alors que les investisseurs favorisent de plus en plus les entreprises durables, de nombreux capitaux continuent d'être alloués aux firmes qui ont un impact environnemental et social négatif. Cela signifie qu'au lieu de considérer l'investissement durable comme une niche, nous devons nous y engager pleinement et faire en sorte qu'il devienne une pratique standard.

Deuxièmement : innover. Si nous voulons généraliser l'investissement durable, nous devons trouver des façons innovantes d'intégrer la durabilité dans différentes classes d'actifs. Aujourd'hui, l'accent reste essentiellement placé sur les actions cotées. L'obligataire, et en particulier les crédits, arrive en seconde position, mais les enquêtes montrent que l'intégration de la durabilité dans cette classe d'actifs n'en est qu'à ses débuts.

Cela signifie qu'il existe un monde à conquérir pour l'investissement durable. Si nous parvenons à créer des manières innovantes d'intégrer la durabilité dans différents types de classes d'actifs (notamment dans la dette souveraine), alors nous aurons de plus en plus de possibilités d'avoir un impact positif.

Troisièmement : avoir un impact. En la matière, de nombreuses inconnues demeurent : comment mesurer l'impact qu'ont les entreprises sur la société et l'environnement ? L'ESG est-il un bon indicateur d'impact ou avons-nous besoin d'indicateurs qui se concentrent davantage sur les biens et les services fournis par les entreprises que sur leurs opérations ? Et quels indicateurs sont capables de montrer si les entreprises réussiront à avoir plus d'impact à l'avenir ?

Nous nous attaquons à ces défis en menant des recherches et en élaborant de nouveaux produits. Nous avons par exemple mis au point un cadre ODD propriétaire qui nous permet d'évaluer quelle est la contribution d'une entreprise à chaque ODD. Ce cadre nous aide à élaborer des stratégies qui investissent dans les entreprises ayant une incidence positive. Nous avons également lancé deux stratégies innovantes d'obligations climat totalement conformes au règlement européen sur les indices de référence pour les investissements alignés sur les objectifs de Paris (Paris Aligned Benchmark - PAB). Les indices de référence de ce type n'étant pas encore disponibles sur le marché, nous avons innové et créé nos propres indices, en partenariat avec un spécialiste dans ce domaine.

Au bout du compte, l'investissement durable doit consister à avoir un d'impact – et il y a encore bien du chemin à parcourir en la matière.

Surmonter les obstacles pour être sûr d'avoir un impact

Ces défis sont très complexes, et nous devons affronter cette complexité plutôt que l'éviter. Cela nécessite que nous ayons une meilleure compréhension des problèmes et de leurs conséquences. Mais comprendre comment les investissements influencent le réchauffement climatique (en particulier la perte de biodiversité), et vice versa, est un travail de longue haleine.

Cela nécessite aussi que nous agissions ensemble, en tant qu'industrie. Aucun problème de durabilité ne sera réglé si nous n'agissons pas collectivement. Une planète sûre et en bonne santé ne peut exister que si l'investissement durable devient la règle et non plus l'exception.

Il suffit de nous y mettre. Certes, il s'agit d'une tâche complexe qui prendra du temps. Mais nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre que toutes les inconnues soient résolues et que toutes les subtilités soient comprises. Nous en savons aujourd'hui bien plus qu'il n'en faut pour retrousser nos manches et agir. Maintenant.

Allouer les capitaux dans les entreprises durables

Les investisseurs peuvent jouer un rôle majeur pour orienter l'argent vers les entreprises qui font la différence sur le plan climatique. Pour les sociétés cotées, la menace de désinvestissement associée au dialogue actionnarial est particulièrement efficace. La taxonomie européenne aidera les investisseurs à mieux comprendre ce qui constitue une activité environnementalement durable et dans quelles circonstances.

En décidant quelles actions et obligations acheter pour leurs portefeuilles, les gérants d'actifs peuvent cibler les entreprises en voie de décarbonation. Ils procèdent pour cela à un filtrage négatif (exclusions, le plus souvent), ou à un filtrage positif basé sur des modèles pour trouver des entreprises affichant un bon profil ESG.

L'engagement permet aussi de convaincre les entreprises de mieux faire. En 2021, deux des thèmes d'engagement de Robeco ciblent les institutions financières qui soutiennent les entreprises très émettrices et les entreprises qui sont plus lentes ou réticentes à passer à des business models bas carbone.

En parallèle, beaucoup de fonds nouveaux sont lancés et investissent dans des sociétés qui contribuent directement à la lutte contre le réchauffement climatique. En décembre 2020, Robeco a ainsi lancé deux stratégies obligataires dont les indices de référence sont alignés sur l'Accord de Paris, une première dans cet univers.

D'autres produits d'investissement liés au climat concernent les technologiques de captage du carbone, l'économie circulaire et le reboisement, tandis que certaines solutions d'impact investing ciblent les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, en particulier l'ODD 13 (action climatique), ainsi que les obligations vertes. S'agit-il donc simplement d'injecter tous les capitaux dans ces types de stratégies ?

Penser de manière horizontale

Non, car les investisseurs doivent aussi penser de manière horizontale. Éviter les mauvais élèves pour acheter des valeurs plus vertes ne suffit pas, indique le spécialiste du climat Lucian Peppelenbos. « Le comble est que pour supprimer les énergies

fossiles, nous avons besoin d'elles. L'industrie du pétrole et du gaz, par exemple, fait partie de notre quotidien et constitue à la fois le cœur du problème et une partie de la solution. Le transport et le chauffage en resteront dépendants jusqu'en 2050, même si de moins en moins chaque année. Et nous avons toujours besoin des énergies fossiles et des produits chimiques pour construire des fermes éoliennes. »

« Les majors pétrolières doivent se transformer en producteurs d'énergie renouvelable, et nous devons les y aider. Nous n'y parviendrons pas en désinvestissant de ces sociétés pour privilégier les énergies renouvelables. Par exemple, nous connaissons une entreprise dont l'empreinte carbone est élevée, à cause de ses mines, mais qui possède aussi la plus grande capacité de production d'électricité verte en Europe. Nous nous devons donc d'investir dans cette société pour l'aider à réaliser sa transition et à accroître son exposition aux renouvelables. C'est tout l'équilibre qu'il faut trouver. »

La carotte et le bâton

Les entreprises pétrolières et gazières investissables ont toujours besoin de l'argent des actionnaires pour survivre, et c'est là que les investisseurs peuvent exercer leur pouvoir. « La menace d'exclusion ou de désinvestissement est particulièrement efficace lorsqu'elle est associée à un programme d'engagement », confie Lucian Peppelenbos.

« Je dialogue avec les sociétés pétrolières depuis de nombreuses années, et pour elles, le risque de voir leurs principaux investisseurs partir est réel : elles le redoutent vraiment. Pour éviter cela, elles sont donc prêtes à écouter ce que nous attendons d'elles, car elles savent que nous sommes sous pression nous aussi. Nous l'avons vécu avec Shell. Je pense donc que cela fonctionne. »

Nous ne pouvons pas investir dans tout

Malheureusement, les investisseurs n'ont pas accès à tout. « Nous ne pouvons investir que dans les sociétés cotées. Or, dans la mesure où la majorité des réserves mondiales de charbon sont détenues par les gouvernements, nous ne pouvons pas menacer de les exclure », explique Lucian Peppelenbos. « Chez Robeco, nous n'achetons pas non plus d'actifs réels tels que les parcs éoliens, qui constituent un élément clé de l'équation. En revanche, nous pouvons investir dans les entreprises qui développent les technologies nécessaires aux éoliennes et aux autres renouvelables.

« Il est clairement de notre responsabilité d'offrir des opportunités d'investissement dans chacun de ces domaines, tout en nous rappelant que nous ne pouvons simplement pas exclure du jour au lendemain tous les producteurs et utilisateurs d'énergies fossiles. »

La taxonomie européenne

Le nouveau règlement Taxonomie de l'Union européenne doit permettre d'établir pour la première fois un système harmonisé de classification des activités économiques « vertes » et « durables »

dans le cadre des réglementations de l'UE sur la finance durable, ce qui devrait aider les investisseurs à sélectionner des entreprises plus durables.

Selon ce règlement, les activités considérées comme environnementalement durables contribuent de manière substantielle à au moins un des six objectifs environnementaux suivants : atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, transition vers une économie circulaire, prévention et contrôle de la pollution, et protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Pour le moment, seules les activités qui contribuent aux deux premiers objectifs (atténuation et adaptation au changement climatique) ont été définies. Les premières publications d'informations relatives à ces objectifs sont prévues en janvier 2022. Les critères d'examen technique pour les activités qui contribuent de manière substantielle aux quatre autres critères seront publiés d'ici la fin 2021, et les publications d'informations sont attendues durant l'année 2023.

VOIR LA
VIDÉO

QUELLE RESPONSABILITÉ LES GÉRANTS D'ACTIFS ONT-ILS DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?



Victor Verberk
CIO Fixed Income and Sustainability

« La responsabilité est énorme, bien sûr, et nous avons signé le UN PRI Global Compact ; nous avons signé toutes sortes de codes de bonne gouvernance et l'Accord de Paris. Donc, nous avons une responsabilité à cet égard et nous devons placer les capitaux privés pour soutenir ces objectifs, les Objectifs de développement durable par exemple. Cette responsabilité est réelle ; nous l'avons acceptée. Nous travaillons très dur pour cela. D'autre part, nous avons bien entendu aussi nos procédures courantes en matière de vote et d'engagement. Nous votons en fonction de nos convictions. Nous rejetons les rémunérations inappropriées des PDG, comme nous le faisons lors des assemblées des actionnaires. Nous engageons un dialogue avec les entreprises pour améliorer leur comportement. Ainsi, le vote et l'engagement en arrière-plan poussent constamment le secteur privé dans la bonne direction. »



Carola van Lamoen
Head of Sustainable Investing

« Si l'on considère le changement climatique, il est évident que rien ne changera si tout le monde regarde son voisin. Donc, chacun a une responsabilité. Les pays doivent agir. Les entreprises doivent agir. Et les investisseurs aussi doivent agir. Et je pense notamment pour les investisseurs, qu'ils ont une responsabilité toute particulière, car ils peuvent choisir où ils investissent leur argent. Et c'est là un outil très puissant. »



Gilbert Van Hassel
CEO

« L'argent est roi. En tant que gérant d'actifs, nous contrôlons d'énormes sommes d'argent que nous devons faire fructifier. Chez Robeco, nous sommes convaincus qu'en tant que gérant d'actifs, nous avons non seulement la responsabilité de créer de la richesse, mais aussi de créer du bien-être. Nous le faisons non seulement en mettant ce principe en pratique dans nos portefeuilles, mais aussi au travers de l'engagement. L'engagement, on ne peut pas le faire tout seul ; nous devons travailler ensemble. Et être membre, par exemple, du groupe Climate Action 100+ est une des manières dont le secteur de la gestion d'actifs peut agir pour avoir un impact réel. »



Masja Zandbergen
Head of Sustainability Integration

« Je pense que l'industrie de la gestion d'actifs est le premier maillon de toute la chaîne. Nous apportons des capitaux à ces entreprises. Les entreprises utilisent ces capitaux, pour fabriquer des produits ou fournir des services. Donc, nous avons sans aucun doute une responsabilité à cet égard. Cela dit, chacun a une responsabilité dans l'ensemble de la chaîne, de même que, par exemple, les législateurs et les gouvernements, qui doivent établir une réglementation appropriée et juste et sur laquelle les gens peuvent s'appuyer. Si d'un côté, vous subventionnez les combustibles fossiles, et de l'autre, vous subventionnez les énergies renouvelables, qu'allez-vous accomplir ? Donc, selon moi, le secteur de la gestion des actifs a une responsabilité évidente, les entreprises ont une responsabilité évidente et les autorités réglementaires ont une responsabilité évidente. »



Lucian Peppelenbos
Climate Strategist

« Pour les investisseurs, aborder le changement climatique fait partie de notre responsabilité fiduciaire, parce que le changement climatique est un risque d'investissement et aussi une opportunité d'investissement. C'est un facteur clé pour déterminer les gagnants et les perdants dans le marché de demain. Le changement climatique est essentiellement un échec du marché. Ce sont des émissions qui ne sont pas valorisées dans le cadre des décisions économiques. Cela impose aux gouvernements la responsabilité essentielle de mettre en place les bonnes mesures incitatives et de fixer un prix, de mettre un prix sur le carbone. »

Nos six thèmes d'engagement en matière de réchauffement climatique

Chez Robeco, nous sommes convaincus depuis longtemps que le dialogue actionnarial avec les entreprises est un moyen de favoriser le changement. C'est ce que l'on observe dans nos six programmes d'engagement directement liés au réchauffement climatique, et qui mettent de plus en plus l'accent sur la décarbonation. Chaque année, l'équipe Actionnariat actif sélectionne entre quatre et six nouveaux thèmes d'engagement. Chaque thème étant généralement discuté pendant trois ans, ceux choisis depuis 2018 sont toujours valables. Il s'agit de :

1. Financer la transition

Les régulateurs s'intéressent de plus en plus au financement de la lutte contre le réchauffement climatique et à la façon dont le secteur financier peut soutenir, plutôt que freiner, la transition énergétique. Il s'agit par exemple de s'assurer que les banques alignent leurs politiques de prêt sur les objectifs de réduction des émissions de carbone fixés par les gouvernements pour respecter l'Accord de Paris.

« Nous savons que de nombreuses banques continuent de prêter aux gros émetteurs sans obtenir en retour d'engagement à passer à des business models plus sobres en carbone », commente Peter van der Werf, spécialiste de l'engagement au sein de l'équipe Actionnariat actif.

« Leurs activités de prêt ne sont donc pas alignées sur les engagements de Paris. Nous voulons aider le secteur financier à mieux connaître les risques et les opportunités climatiques qui les concernent de plus en plus. »

2. Cibler les gros émetteurs

Le pendant du premier thème consiste à cibler les émetteurs eux-mêmes. Ce deuxième programme d'engagement concerne les entreprises qui sont en retard en matière de transition. « Par le

L'actionnariat actif est l'un des principaux piliers de l'investissement durable, qui fait partie de l'ADN de Robeco depuis des décennies.

passé, nous avons dialogué avec un grand nombre d'entreprises sur la nécessité d'adopter des modèles économiques bas carbone, mais certaines ne font toujours pas assez de progrès en la matière », note Peter van der Werf.

« Pour ce programme, nous voulions donc passer à la vitesse supérieure et nous concentrer sur les "lanternes rouges", c'est-à-dire les entreprises qui ne peuvent plus bénéficier d'un petit coup de pouce et qui ont vraiment besoin d'une transformation fondamentale pour pouvoir passer à un modèle économique plus sobre en carbone. »

3. Lutter contre la perte de la biodiversité

Le thème de la lutte contre la perte de la biodiversité a été lancé en 2020, puis renforcé en septembre lorsque Robeco a signé le Finance for Biodiversity Pledge, avec 25 autres institutions financières. « Les investisseurs sont exposés à ce phénomène par le changement d'affectation des terres qui résulte de la déforestation, pour permettre le développement de l'agriculture », explique Peter van Der Werf.

« Nous voulons que les entreprises qui fabriquent des produits alimentaires ou qui produisent du soja, du cacao ou de l'huile de palme réalisent une étude des impacts de leurs opérations et/ou de leurs chaînes d'approvisionnement. Nous voulons aussi qu'elles élaborent des plans visant à atteindre un taux de déforestation net nul d'ici 2023. »

4. La neutralité carbone

Parmi les nouveaux thèmes adoptés en 2020 figure aussi la nécessité de plus en plus urgente d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Robeco s'est ensuite engagé à atteindre zéro émissions de gaz à effet de serre dans tous ses actifs sous gestion d'ici 2050.

« Étant donné que le réchauffement climatique représente une menace importante pour les investissements, les investisseurs devraient aligner leurs portefeuilles sur les objectifs de l'Accord de Paris », estime Peter van der Werf. « Les grandes industries doivent être décarbonées. Le secteur de l'énergie représente en effet plus de la moitié des émissions mondiales, tandis que l'acier et le ciment sont également des activités très émettrices. »

5. La déforestation dans les plantations de palmiers à huile

En 2019, un programme d'engagement a été lancé pour s'attaquer aux problèmes liés à la production d'huile de palme, tels que la déforestation. Celle-ci contribue au réchauffement climatique en supprimant d'importants puits de carbone et en détruisant la biodiversité. « Nous avons déjà beaucoup dialogué avec les entreprises de cette filière, mais nous voulions accroître nos efforts et nous assurer que les producteurs d'huile de palme s'engagent à produire durablement », confie Peter van der Werf.

« Nous allons nous concentrer sur les producteurs et les négociants basés en Malaisie et en Indonésie, afin de les amener à se conformer aux normes de la Table ronde sur la production durable d'huile de palme (RSPO). »

6. Collaborer dans la lutte contre le réchauffement climatique

Pour boucler la boucle, notre engagement collaboratif en matière de réchauffement climatique a débuté en 2018, lorsque nous avons rejoint d'autres membres de l'initiative Climate Action 100+, afin de cibler les entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre dans le monde. En tant que co-chef de file de l'initiative, Robeco a obtenu un résultat décisif en décembre 2018, lorsque Shell a accepté de fixer des objectifs à court terme pour décarboner ses principales activités pétrolières et gazières, et, pour la première fois, de conditionner la rémunération de ses dirigeants à la réalisation de ces objectifs.

« Cela montre que le dialogue avec les entreprises est un mécanisme puissant et un facteur de différenciation essentiel pour favoriser le changement et relever des défis majeurs tels que la lutte contre le réchauffement climatique », conclut Peter van der Werf. « L'exemple de Shell montre bien que cette approche peut être efficace. »

L'exclusion : notre dernier recours



Carola van Lamoen
Head of Sustainable Investing

Chez Robeco, il y a longtemps que nous excluons de nos portefeuilles les entreprises dont les produits ou les pratiques ne respectent pas des normes acceptables. En 2020, nous sommes allés encore plus loin en décidant d'exclure toutes les énergies fossiles qui dépassent certaines limites.

Robeco gère trois types de portefeuille. Les stratégies « Sustainability Inside » intègrent systématiquement les critères ESG et constituent la majorité des stratégies OPCVM de Robeco. Les stratégies « Sustainability Focused » vont plus loin en visant des objectifs ESG spécifiques, par exemple obtenir une meilleure empreinte carbone que l'indice de référence. Enfin, les stratégies « Impact Investing » (RobecoSAM) vont un cran encore au-dessus en ciblant un thème dans lequel un impact réel peut être obtenu sur le terrain, par l'intermédiaire des ODD, par exemple.

Par le passé, les entreprises exclues de ces portefeuilles comprenaient les fabricants d'armes controversées (bombes à sous-munitions, par exemple), les sociétés impliquées dans des activités de corruption ou non éthiques, et l'industrie du tabac. Le réchauffement climatique n'était alors pas considéré comme un thème d'exclusion, et les énergies fossiles étaient souvent perçues comme un élément essentiel de l'économie, en attendant la transition vers des sources d'énergie plus propres à l'avenir.

Élargir le champ d'application

Mais dans le cadre de notre politique annoncée en septembre 2020, nos portefeuilles Sustainability Inside excluent désormais les entreprises qui tirent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires du charbon thermique ou des sables bitumineux, ou plus de 10 % du forage dans l'Arctique. Cela étend donc la politique d'exclusion du charbon thermique qui ne s'appliquait auparavant qu'aux stratégies plus personnalisées Sustainability Focused et Impact Investing.

Les investissements dans les entreprises activement engagées dans les sables bitumineux et le forage dans l'Arctique ont également été interdits pour la première fois. Ce sont donc 242 entreprises fossiles des secteurs de l'énergie, des mines et des services aux collectivités qui ont été ajoutées à la liste d'exclusion.

En outre, des seuils plus stricts sont appliqués aux portefeuilles Sustainability Focused et Impact Investing, ce qui signifie qu'une entreprise peut être exclue si 10 % de ses activités concernent le charbon thermique et les sables bitumineux, ou 5 % de forage dans l'Arctique. Résultat, la politique d'exclusion couvre désormais toute la gamme des stratégies OPCVM de Robeco.

« Nous avons beau privilégier le dialogue avec les entreprises, nous pensons qu'il est très difficile de provoquer des changements significatifs dans les entreprises dont les portefeuilles sont axés sur le charbon ou les sables bitumineux », commente Carola van Lamoen, directrice du Centre d'expertise en investissement durable de Robeco. « Par conséquent, nous préférons concentrer nos efforts sur les sociétés et les secteurs où nos programmes d'engagement seront plus efficaces, selon nous. »

Joindre les actes à la parole : objectif zéro émissions nettes

Chez Robeco, nous aimons joindre les actes à la parole, et c'est pourquoi nous nous sommes engagés, en décembre 2020, à atteindre la neutralité carbone dans tous nos actifs sous gestion d'ici 2050. Dans ce questions-réponses, nous expliquons ce qui a motivé cette décision.

À quoi s'est engagé Robeco ?

L'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique mondial en dessous de 2 °C d'ici la fin de ce siècle signifie que le monde doit atteindre la neutralité carbone avant 2050. Depuis sa signature, l'UE comme de nombreuses autres nations se sont engagées à atteindre zéro émissions nettes de carbone avant cette date. En tant que leader de l'investissement durable, nous avons le sentiment d'avoir l'obligation fondamentale de faire de même.

Que cela signifie-t-il dans la pratique ?

Tous les actifs sous gestion de Robeco doivent être décarbonés, c'est-à-dire que toutes les entreprises détenues en portefeuille, sous forme d'actions ou d'obligations, doivent atteindre cet objectif d'ici 2050. Elles devront donc réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et s'engager dans la compensation carbone. Pour y parvenir, elles devront considérablement modifier leurs modèles économiques, par exemple remplacer à long terme les énergies fossiles par des énergies renouvelables.

Cela ne consiste-t-il pas simplement à désinvestir de toute entreprise problématique ?

Non, décarboner les portefeuilles ne consiste pas à exclure les plus gros émetteurs, car cela ne règle pas le problème de fond. Nous devons travailler avec les entreprises les plus émettrices, notamment grâce au dialogue actionnarial, afin de les aider à faire évoluer leurs business models vers des solutions bas carbone.

Comment Robeco compte-t-il y parvenir ?

Toutes les équipes d'investissement utiliseront une feuille de route pour déterminer comment nous pouvons progressivement décarboner nos milliards d'euros d'investissements. Les objectifs fixés dans cette feuille de route incluent la réduction des émissions de portefeuille, à l'aide de nos modèles de données qui peuvent calculer combien d'émissions de gaz à effet de serre les entreprises produisent.

Robeco travaille-t-il seul ou à plusieurs ?

Nous avons pris cette décision nous-mêmes car nous devons le faire de toute façon, mais depuis toujours nous sommes convaincus par le pouvoir de la collaboration, qui permet de travailler ensemble et d'atteindre un objectif plus large. Nous avons donc entrepris cette démarche dans le cadre de l'initiative internationale Net Zero Asset Managers, lancée par le Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC), dont Robeco est membre.

Et du côté des nouveaux produits ?

En décembre 2020, nous avons été le premier gérant d'actifs au monde à lancer des stratégies d'obligations climat ciblant les entreprises qui contribuent de manière directe à la lutte contre le réchauffement climatique. Nous proposons aussi des produits axés sur les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 13 relatif à l'action climatique. Nous sommes également investis dans des solutions telles que les obligations vertes, l'énergie intelligente et l'économie circulaire.

Quelles mesures ont été prises jusqu'à présent ?

Nous pensons que les énergies fossiles constituent le problème le plus « simple » et évident à résoudre. En septembre 2020, nous avons donc étendu notre politique d'exclusion des énergies fossiles afin d'y inclure tous les fonds OPVCM (pas seulement les fonds sur mesure) qui dépassent certaines limites. À cela s'ajoute un vaste programme d'engagement afin de ne pas cibler que les entreprises les plus émettrices, mais aussi les institutions financières qui les financent.

Robeco a-t-il augmenté ses ressources pour y parvenir ?

Oui. Nous voulions renforcer notre expertise dans ce domaine. En 2020, nous avons donc engagé un stratégeste climat et un spécialiste des données climatiques qui travailleront exclusivement sur ce projet, au sein de notre nouveau Centre d'expertise en investissement durable. Également créé en 2020, en partie pour accroître nos efforts en matière d'investissement climatique, ce centre conseille toutes nos équipes d'investissement.

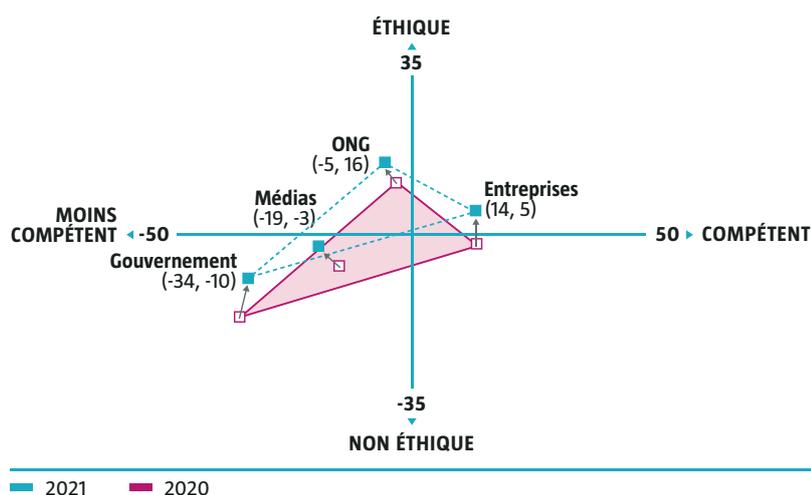
Robeco publie-t-il tous ses résultats ?

Oui. Nous sommes intimement convaincus que la transparence totale est un élément important de la durabilité. C'est la raison pour laquelle toutes nos politiques de durabilité sont consultables sur notre site Internet, notamment notre politique climatique, que nous avons actualisée en septembre 2020. Nous publions également des rapports trimestriels pour faire le point sur le rôle de la durabilité dans les performances des stratégies et sur nos actions d'engagement.

BAROMÈTRE DE CONFIANCE EDELMAN 2021 : les gagnants et les perdants

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière l'importance d'un bon leadership, ou plutôt montré que le manque de leadership peut se révéler coûteux en situation de crise.

Graphique 8 : Les entreprises sont désormais les seules à être considérées comme compétentes et éthiques



Source : 2021 Edelman Trust Barometer. Les scores d'éthique correspondent aux moyennes des résultats nets basés sur INS_PER_DIM/1-4. Question posée à la moitié de l'échantillon. Le score de compétence est un résultat net basé sur TRU_3D_INS/1. Selon la question, elle a été posée soit à la moitié soit à la totalité de l'échantillon. Population globale, moyenne de 24 marchés. Données non collectées en Chine, en Russie et en Thaïlande.

En effet, les divers degrés de réussite (ou plutôt d'échec) de la lutte contre le virus dans le monde se traduisent par une perte de confiance des citoyens dans leur gouvernement, comme le montre le baromètre Edelman 2021. Celui-ci indique aussi que les personnes ayant répondu à l'enquête continuent de considérer le gouvernement comme l'institution la moins compétente et la moins éthique. Les entreprises sont en réalité le seul type d'institution considéré comme compétent et éthique.

Cela dit, les personnes ayant répondu à notre enquête client mondiale ont déclaré que les gouvernements ont le plus grand rôle à jouer dans la réduction des émissions de carbone, suivis des entreprises.

Le consensus est peut-être moins évident concernant l'institution qui devrait assumer la plus grande responsabilité, mais ce qui est sûr, c'est qu'il est de plus en plus urgent de s'attaquer à la réalité sous-jacente du réchauffement climatique.

Dans ce contexte, tous les piliers de la société doivent jouer un rôle dans la transition vers un monde plus durable. Le changement devrait non seulement être déterminé par la réglementation gouvernementale, mais aussi par les efforts proactifs des autres institutions. Plus proche de nous, la responsabilité incombe aussi au secteur de la gestion d'actifs et aux entreprises dans lesquelles nous investissons et avec qui nous dialoguons.

Investissements alignés sur l'Accord de Paris : comment faire ? Et comment agir en tant qu'investisseur ?

La course à la décarbonation a commencé. Dans cet article, nous présentons les principaux éléments qui caractérisent les investissements alignés sur l'Accord de Paris, ainsi que les enseignements que nous avons tirés de l'élaboration de notre propre feuille de route pour la décarbonation.

Des engagements sont pris dans les entreprises et au sein de la société pour contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Selon les experts, les pays qui ont fixé des objectifs zéro carbone représentent 61 % des émissions mondiales et 68 % du PIB mondial.¹ À court terme, toutefois, on observe un important décalage. Alors que les scientifiques nous disent qu'il faut réduire les émissions mondiales de moitié d'ici 2030, les politiques envisagées par les gouvernements nationaux n'aboutiront qu'à une baisse de 0,5 %, selon les Nations Unies.² Cela signifie qu'il existe un décalage considérable entre les ambitions et la réalité.

Tôt ou tard, une réponse politique énergique sera inévitable. Les grands investisseurs anticipent un avenir bas carbone en alignant leurs portefeuilles sur les objectifs de l'Accord de Paris. D'après l'édition 2021 de l'enquête mondiale sur le climat de Robeco³, le réchauffement climatique sera au centre des stratégies d'investissement de presque 90 % des investisseurs mondiaux dans les deux prochaines années, tandis que plus de 50 % des investisseurs s'engageront à aligner leurs investissements sur l'ambition d'une économie zéro carbone d'ici 2050.

Depuis 2015, les entreprises peuvent se référer à des normes de marché reposant sur des données scientifiques pour rendre leurs stratégies compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris. Jusqu'à récemment, ce type de norme n'existait pas pour les investisseurs. Cette absence de méthodologie n'a cependant pas dissuadé les investisseurs d'agir, puisque ceux-ci se concentrent de plus en plus sur l'atténuation du réchauffement climatique, grâce à diverses approches.

Celles-ci incluent la réduction des empreintes carbone, l'exclusion des énergies fossiles, le dialogue avec des entreprises des secteurs très émetteurs, la mise en place d'indicateurs et de modèles de risque climatique, et l'investissement dans les obligations vertes ou autres solutions climatiques. Suite à la publication récente de quatre cadres d'investissement

1. Source : https://ca1-eci.edcdn.com/reports/ECIU-Oxford_Taking_Stock.pdf?mtime=20210323005817&focal=none

2. Source : https://unfccc.int/sites/default/files/resource/cma2021_02E.pdf

3. Téléchargeable ici : <https://www.robeco.com/en/sustainability/climate-investing/>

alignés sur l'Accord de Paris, par diverses organisations, ces outils et mesures peuvent à présent être intégrés de façon cohérente et déployés pour créer un environnement complètement compatible avec l'Accord de Paris.

De nouvelles initiatives d'investisseurs indiquent comment prendre en compte le climat dans les portefeuilles

Nous avons défini les principaux éléments qui caractérisent un investissement conforme à l'Accord de Paris, sur la base des lignes directrices du cadre d'investissement zéro émission de l'initiative Paris Aligned Investment Initiative, du protocole de fixation des objectifs de l'Alliance Net Zero Asset Owner, des recommandations pour le secteur financier de la Science-Based Targets Initiative, et de la réglementation européenne en matière d'indices de référence.

Nous présentons également les points de vue et enseignements que nous avons tirés de l'élaboration de notre propre feuille de route pour la décarbonation feuille de route pour la décarbonation avec des objectifs intermédiaires pour 2025 et 2030. Nous pensons que la prise en compte du réchauffement climatique et d'autres critères de durabilité dans le processus d'investissement conduit à des décisions d'investissement plus éclairées et à de meilleures performances ajustées du risque à long terme.

L'avenir sera décarboné, mais les coûts et les risques liés à la transition vers cet objectif ne sont pas suffisamment compris et pris en compte par le marché. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'être à la pointe de la transition vers le zéro carbone est une bonne chose du point de vue de la gestion des risques et des portefeuilles. Nous proposons plusieurs études de cas ainsi que des solutions concrètes pour réaliser des investissements conformes aux objectifs de l'Accord de Paris. Ces solutions incluent les stratégies climat que nous avons mises au point, conformément à la réglementation européenne sur les indices de référence.

Nous évoquons également nos travaux de recherche qui expliquent pourquoi il est intéressant d'intégrer les informations relatives aux betas carbone, en tant qu'indicateur prospectif d'investissement qui corrige les biais inhérents aux données carbone classiques. Enfin, notre activité d'engagement climatique auprès des entreprises très émettrices dans les secteurs des services aux collectivités, de l'automobile et du pétrole et gaz fait également partie des solutions pratiques présentées. ■



Opportunité

Des incendies de forêt à la fonte des glaciers, le réchauffement climatique semble parfois insurmontable. Mais de l'adversité naissent aussi des opportunités. Nous pouvons investir dans les entreprises qui font partie de la solution, qu'il s'agisse d'énergies renouvelables ou de technologies intelligentes.

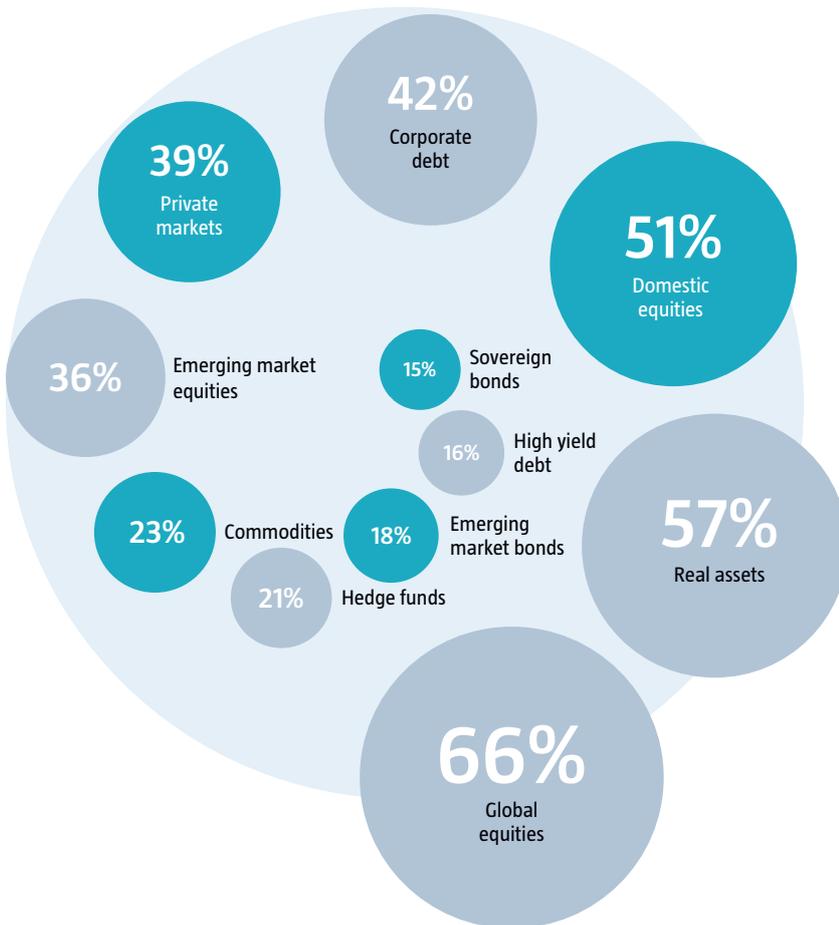
66 %

57 %

des investisseurs dans le monde déclarent qu'ils concentreront leurs processus de décarbonation sur les actions mondiales. Les actions domestiques, la dette d'entreprise et les marchés privés devraient également être concernés par la décarbonation d'ici un ou deux ans.

des investisseurs estiment que les actifs réels doivent être décarbonés en priorité. Cela fait sens puisque, l'éclairage, le chauffage et la climatisation des bâtiments génèrent des émissions de carbone directes et indirectes.

Graphique 9 : Dans les deux prochaines années, les actions et les actifs réels seront au centre des programmes de décarbonation



Source : Robeco Global Climate Survey 2021

Les gagnants et les perdants de la transition énergétique

Pour une entreprise, mettre la clef sous la porte est l'une des épreuves les plus difficiles à vivre. De même que le transport à cheval a été remplacé par le train, et le film argentique par la photo numérique, les entreprises qui ne prennent pas le réchauffement climatique au sérieux ont peu de chances de survivre.

Atteindre l'objectif zéro émissions nettes d'ici 2050 nécessite de décarboner à grande échelle, ce qui passera par le remplacement des centrales à charbon par des fermes éoliennes et l'électrification des véhicules, jusqu'à l'isolation de tous les bâtiments et une agriculture plus efficiente.

Beaucoup d'entreprises y gagneront, en particulier celles qui proposent des solutions technologiques au réchauffement climatique, dans les secteurs tels que les infrastructures d'énergie renouvelable, les systèmes de captage du carbone et les techniques de recyclage.

In fine, cela suppose de passer à une économie circulaire afin de réduire les processus de fabrication qui émettent du carbone.

Il y a aussi des perdants, parmi lesquels les entreprises qui n'adopteront pas assez vite des business models bas carbone dans la décennie à venir. À mesure que la réglementation durcira et que les goûts des consommateurs évolueront en faveur de produits plus écologiques, ces sociétés finiront par être celles qui continuent de vendre des chevaux alors que le chemin de fer est arrivé.

Un maître mot : la décarbonation

Distinguer les gagnants des perdants est le travail de tout gérant d'actifs qui prend la performance au sérieux. Une manière de procéder consiste à déterminer comment une entreprise parvient à décarboner son business model, à l'aide d'indicateurs qui mesurent les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie de chauffage et les déchets produits durant le processus de production.

Par exemple, de nombreux constructeurs automobiles ont d'ores et déjà annoncé leur ambition de proposer une gamme 100 % électrique d'ici 2030, afin de ne pas être pris de court lorsque les gouvernements finiront par interdire les véhicules diesel et essence. Ces constructeurs se démarqueront, tandis que ceux qui continueront de proposer des moteurs à combustion interne dans dix ans seront probablement ignorés des investisseurs.

Le cas de l'aviation est différent. Les avions électriques ne sont pas possibles à l'heure actuelle, car une batterie fournissant l'énergie nécessaire au décollage serait trois fois plus lourde qu'un avion de ligne moderne. Aujourd'hui, les constructeurs remplacent les avions quadrimoteurs par des biréacteurs moins gourmands, et nombre d'entre eux ont annoncé qu'ils allaient supprimer de leur flotte les mythiques Boeing 747 « jumbo-jet ».

Pour l'industrie de l'énergie, c'est également une autre histoire, car le monde continuera de dépendre du pétrole et du gaz pendant de nombreuses années. Cela signifie que les gagnants dans ce secteur seront probablement ceux qui font évoluer leur business model vers l'éolien et le solaire, en prévision de la fin du pétrole et du gaz.

« Il y a aura clairement des gagnants et des perdants, ce qui favorisera la gestion active »

Chine : tracer la voie de la neutralité carbone



Jie Lu
Head of Investments China

L'engagement de la Chine à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060 a autant enthousiasmé que questionné les observateurs. Car rendre le premier émetteur mondial de CO₂ neutre en carbone dans les 40 prochaines années n'est pas une mince affaire et aura de grandes conséquences. Mais les formidables défis associés à cette transition créent également de nombreuses opportunités d'investissement.

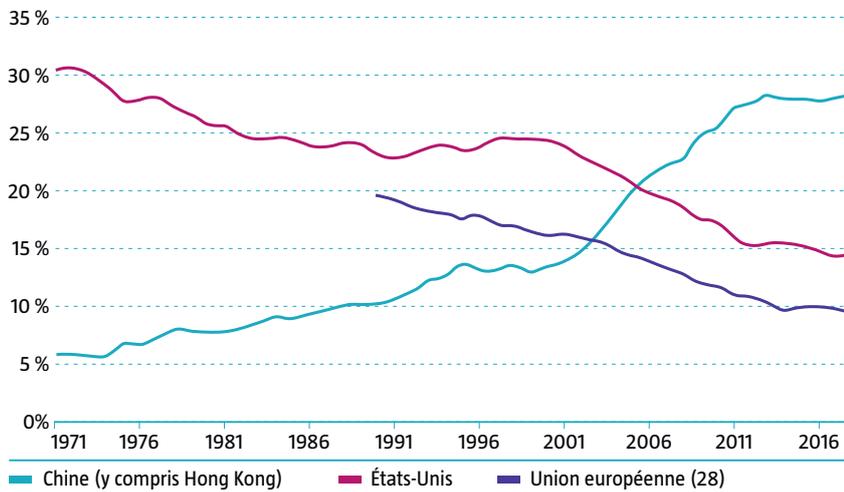
La Chine est de loin le premier pays émetteur de carbone au monde puisqu'elle émet près de 30 % des émissions mondiales de CO₂, estime l'Agence internationale de l'énergie (AIE), contre 15 % pour les États-Unis et 9 % pour l'Union européenne.¹

Des investissements colossaux seront nécessaires pour favoriser la transition, en particulier dans des domaines tels que l'électrification des transports et le nucléaire.

La vitesse à laquelle les émissions de CO₂ ont repris leur trajectoire à la hausse l'année dernière – et ce malgré les conséquences de la pandémie de Covid-19 – montre qu'une

1. Source : AIE, sur la base des émissions de CO₂ issues de la combustion de combustibles en 2019.

Graphique 10 : Augmentation de la part de la Chine dans les émissions de CO₂



Source : AIE. Émissions de CO₂ issues de la combustion de combustibles, en tonnes.

rupture est nécessaire pour placer nos économies sur la bonne voie. Ainsi, alors que l'évolution actuelle des émissions de CO₂ n'est pas forcément rassurante, le récent changement de ton aux plus hauts niveaux mérite d'être examiné de près.

Atteindre zéro émissions nettes de carbone exigera des efforts combinés dans trois directions. Premièrement, une évolution de la composition du produit intérieur brut (PIB) de la Chine, c'est-à-dire que la part des industries très émettrices telles que la production manufacturière et la construction devra être diminuée au profit d'activités moins émettrices comme les services. Précisons toutefois que la désindustrialisation progressive de la Chine a démarré il y a plus de dix ans.

Deuxièmement, une évolution du mix énergétique afin de favoriser les énergies renouvelables. Malgré d'importants investissements réalisés dans des domaines tels que l'énergie hydraulique, éolienne et solaire ces dix dernières années, l'économie de la Chine reste très dépendante des énergies fossiles, et en particulier du charbon, qui est indéniablement la source d'énergie la plus problématique en matière d'émissions de carbone.

Troisièmement, des plans de compensation carbone, qui joueront également un rôle clé. Car même avec des mesures les plus radicales, la décarbonation totale ne sera pas possible sans mécanismes de compensation. À cet égard, les techniques de captage, stockage et utilisation du carbone (CSUC) devraient devenir un élément essentiel de la boîte à outils du gouvernement, de même que le boisement et le reboisement.

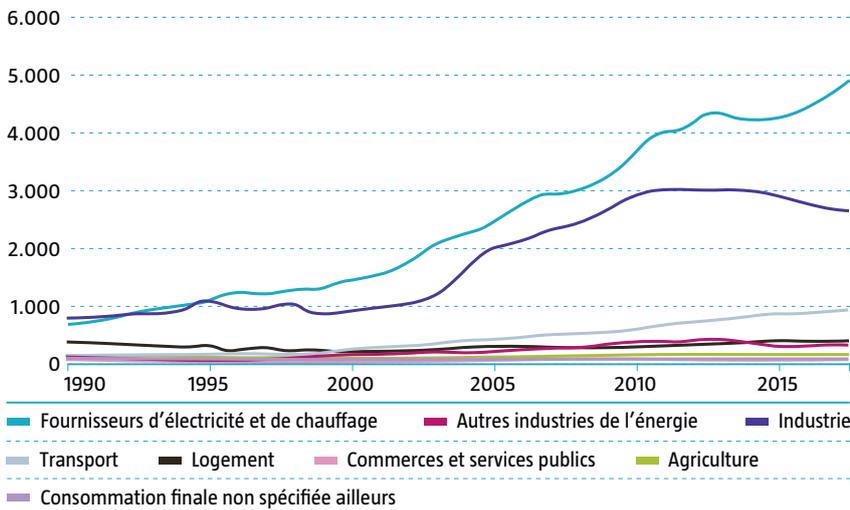
Conséquences par secteur

En Chine, environ 90 % des émissions de CO₂ proviennent de l'industrie, du transport, et de la production d'électricité et de chaleur.²

Logiquement, ces trois secteurs seront les plus affectés par la transition, surtout la production d'électricité et de chaleur, qui représente à elle seule la moitié des émissions totales.

2. Source : AIE, sur la base des émissions de CO₂ issues de la combustion de combustibles en 2019.

Graphique 11 : Historique des émissions de carbone de la Chine



Source : AIE. Émissions de CO₂ issues de la combustion de combustibles, en tonnes.

Et pourtant, il existe aussi d'importantes différences entre les secteurs. Par exemple, les émissions de l'industrie ont déjà atteint leur pic il y a presque dix ans, alors que ce n'est pas encore le cas dans la production d'électricité et de chaleur ou le secteur des transports. Mais des signes indiquent que la tendance est en train de s'inverser. Ainsi, les investissements dans la production d'électricité à partir de charbon ont nettement ralenti ces dernières années.

Dans le même temps, rendre le secteur des transports plus durable exigera aussi des changements radicaux (et des investissements importants) : augmentation de l'usage des transports publics et des véhicules électriques, et amélioration de l'efficacité des véhicules classiques.

Saisir les opportunités d'investissement

Compte tenu des changements requis dans la plupart des secteurs pour atteindre la neutralité carbone, la principale question pour les investisseurs est d'identifier les grands risques auxquels ils pourraient s'exposer, et de trouver les opportunités les plus intéressantes. Les entreprises les plus concernées sont évidemment les producteurs d'énergies fossiles, et en particulier les majors pétrolières. Leur cœur de métier est totalement incompatible avec la décarbonation.

Mais nombre d'autres secteurs seront pénalisés par une transition mal gérée, notamment la pétrochimie, l'acier et le ciment. À l'inverse, les entreprises capables de favoriser la transition tireront parti du mouvement de décarbonation. Dans certains cas, les conséquences probables de cette décarbonation sont déjà bien connues, mais dans d'autres, elles restent difficiles à évaluer.

Pour le moment, nous décelons des opportunités dans trois grands secteurs : les énergies renouvelables, qui devraient attirer la grande majorité des investissements, les véhicules électriques et, enfin, la rénovation des réseaux électriques et des techniques de stockage d'énergie, ainsi que la filière hydrogène.

De récentes annonces officielles suggèrent qu'une montée en puissance ambitieuse des énergies propres devrait avoir lieu dans la décennie à venir, et permettre aux énergies non fossiles de représenter 25 % de l'offre d'énergie primaire d'ici 2030, contre un objectif antérieur de 20 %.³ Compte tenu de la diminution progressive du potentiel de l'hydroélectricité et du ralentissement de la construction de centrales nucléaires, cet objectif favorise une progression rapide de l'éolien et du solaire.

La Chine est chef de file des VEN

Pékin a également annoncé qu'elle souhaite rester un leader des véhicules à énergie nouvelle (VEN), et a récemment approuvé un plan pour ce secteur. Celui-ci prévoit que les VEN représenteront 20 % des ventes totales de véhicules d'ici 2025, contre 5,4 % l'année dernière.⁴ Cet objectif pour 2025 est inférieur à l'objectif précédemment annoncé de 25 %, car il tient compte des difficultés rencontrées en 2019 et 2020.

Enfin, alors que les renouvelables joueront le rôle le plus important dans la transition vers la neutralité carbone, d'autres technologies de stockage seront également nécessaires pour régler les problèmes de variabilité journalière et saisonnière inhérents à l'énergie éolienne et solaire, et pour décarboner tous les pans de l'économie – y compris les secteurs les plus émetteurs tels que la production d'acier et de ciment.

En la matière, deux technologies complémentaires (batteries et hydrogène) devraient jouer un rôle essentiel compte tenu de leur capacité à convertir l'électricité en énergie chimique, et vice versa. La Chine est d'ores et déjà le leader mondial de la fabrication de batteries (70 % de la capacité mondiale).⁵ Malgré le trou d'air de début 2020, la production a rapidement repris.

Dans le même temps, les progrès en matière d'hydrogène vont également s'accélérer dans les décennies à venir. La China Hydrogen Alliance, un groupe de professionnels représentant l'ensemble du secteur, estime que l'hydrogène pourrait représenter jusqu'à 10 % du bouquet énergétique total de la Chine en 2050, contre moins de 1 % aujourd'hui.⁶

3. L. Myllyvirta, „Analysis: China's new 2030 targets promise more low-carbon power than meets the eye“, Carbon Brief-Artikel, 15. Dezember 2020.

4. „C. Yu, High-quality growth of new energy vehicle sector prioritized“, Artikel in China Daily, 4. November 2020.

5. T. Gül, A. Fernandez Pales L. Paoli, „Batteries and hydrogen technology: keys for a clean energy future“, IEA, Mai 2020.

6. China Hydrogen Alliance, „White Paper on China Hydrogen and Fuel Cell Industry“, 2018.

Hydrogène : des espoirs et des obstacles différents selon les catégories

L'urgence du réchauffement climatique a ramené l'hydrogène sur le devant de la scène. Les attentes sont grandes, les investissements augmentent et la technologie progresse. Dans cet article, nous examinons de plus près les différentes catégories d'hydrogène ainsi que les espoirs et les obstacles que suscite son potentiel de décarbonation.

De grandes attentes

Après des débuts prometteurs suivis de plus d'un siècle d'immobilisme, l'hydrogène a de nouveau la cote. Il promet en effet de répondre aux besoins énergétiques de l'économie mondiale sans générer plus de pollution.

Associé à la production d'énergies renouvelables et aux tendances à l'électrification, l'hydrogène propre (vert) fera partie d'une stratégie essentielle pour décarboner les marchés de l'énergie et les secteurs industriels, favoriser la réduction du réchauffement planétaire et lutter contre les dérèglements climatiques.

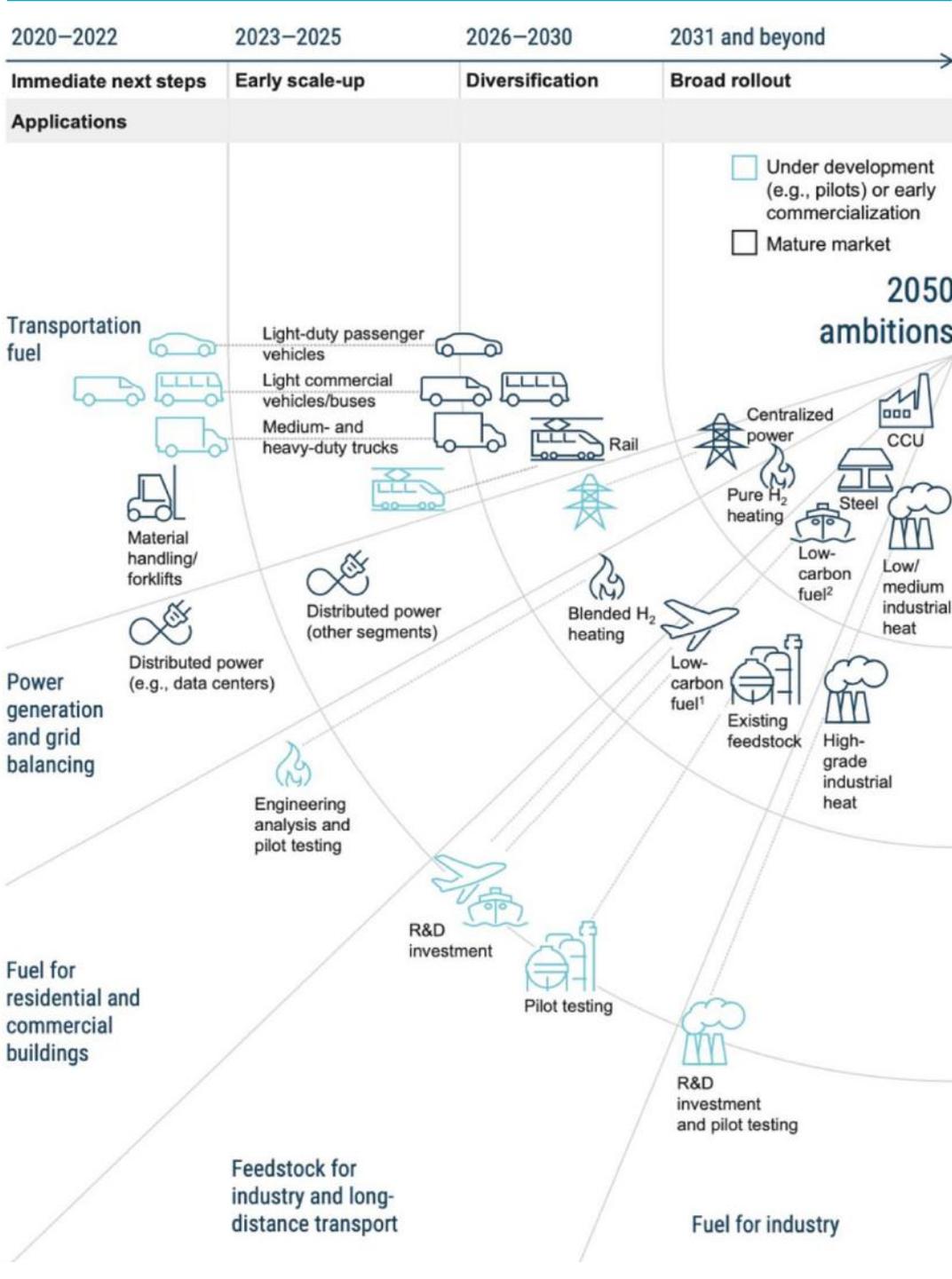
Les investissements actuellement entrepris dans les technologies et les infrastructures de l'hydrogène sont indispensables pour accélérer la transition énergétique et atteindre l'objectif zéro carbone d'ici 2050. Des opportunités intéressantes existent dans toute la chaîne d'approvisionnement de l'hydrogène et permettront de réduire les coûts de production, d'augmenter les échelles de production et d'accélérer l'adoption et le déploiement de l'hydrogène dans les secteurs et dans l'ensemble de l'économie.

Applications dans l'industrie

Bien qu'il s'agisse toujours d'une niche, la production d'hydrogène devrait augmenter et changer la donne, en particulier en ce qui concerne l'empreinte carbone de nombreuses industries très émettrices (acier, verre, fertilisants, semi-conducteurs, etc.), où l'électrification n'est pas possible. En outre, l'hydrogène étant un vecteur d'énergie, cela signifie qu'il peut stocker et transporter des surplus d'énergie renouvelable qui seront utilisés plus tard sur le réseau électrique ou dans tout autre secteur très consommateur. L'hydrogène peut servir à chauffer les bâtiments (en remplacement du gaz naturel dans les immeubles résidentiels et commerciaux), ou comme substitut aux énergies fossiles utilisées dans la production industrielle de produits chimiques et de biocarburants.

Dans le secteur du transport, les piles à hydrogène sont considérées comme un moyen efficace de décarboner le fret longue distance, notamment les poids lourds, les trains, les porte-conteneurs et même certains types d'avions.

Graphique 12 : Les applications de l'hydrogène dans l'économie



1. Captage et utilisation du carbone (pour la fabrication de produits chimiques)
 2. Biocarburants, carburants synthétiques, ammoniac

Source : The Fuel Cell and Hydrogen Energy Association (FCHEA), Roadmap to a US Hydrogen Economy (octobre 2020)

Accélérer les investissements

La polyvalence de l'hydrogène explique l'engouement inédit des secteurs privés et publics. Les grandes économies industrialisées comme le Japon, la Corée du Sud, la Chine, l'UE et l'Australie ont présenté des stratégies hydrogène dans le cadre de leurs programmes de décarbonation, tandis que des projets de production à très grande échelle ont été annoncés dans des pays moins industrialisés (Chili et Moyen-Orient, par exemple) qui souhaitent bénéficier de l'avantage du premier entrant.

Outre les gouvernements, de grandes entreprises mettent aussi de l'argent sur la table et ont lancé plus de 200 projets pilotes couvrant l'ensemble de la filière hydrogène. Au total, 300 milliards de dollars d'investissements privés ont été annoncés d'ici 2030, auxquels il faut ajouter les aides et investissements publics pour encourager le développement de l'hydrogène.¹ Dans le cadre de son pacte vert pour l'Europe et de ses plans de relance post-Covid, l'UE devrait investir environ 560 milliards de dollars dans la transition vers l'hydrogène d'ici 2050.

Les fournisseurs d'énergie historiques ne sont pas en reste. Les grands groupes pétroliers anticipent la fin du pétrole en finançant des projets dans l'hydrogène, entre autres. L'Arabie saoudite a récemment fait part de son intention d'investir 5 milliards de dollars dans la construction d'une usine de production d'hydrogène qui sera alimentée par le soleil et les vents disponibles à l'infini dans le désert.² D'autres producteurs de pétrole tels que Royal Dutch Shell, Equinor et PetroChina modifient leurs stratégies et leurs investissements futurs, par anticipation de l'avènement prochain d'une économie basée sur l'hydrogène.³ Cela n'a rien de surprenant puisque le marché mondial pourrait atteindre des milliers de milliards de dollars en 2050.⁴

Les catégories d'hydrogène

Présent dans l'eau et les énergies fossiles, l'hydrogène est l'élément le plus répandu dans l'univers, donc disponible quasiment à l'infini. Mais cette abondance ne le rend pas plus facile à obtenir.

Dans la nature, l'hydrogène est généralement associé à un autre composé dont il doit être extrait. S'il est extrait d'un combustible fossile, il s'agit d'hydrogène gris. Ce processus est bon marché et efficient (en partie grâce aux prix historiquement bas du gaz), mais il émet du CO₂ comme sous-produit. L'hydrogène gris est de loin la forme d'hydrogène la plus couramment produite actuellement.

L'hydrogène bleu est produit de la même façon que les variétés grises, mais les émissions de CO₂ sont captées et stockées, et donc réduites.

L'hydrogène vert, en revanche, n'est pas produit à partir d'énergies fossiles et ne génère donc pas de CO₂. Il est extrait par électrolyse de l'eau (H₂O), c'est-à-dire qu'un courant électrique sépare les molécules d'hydrogène (H₂) des molécules d'oxygène (O). Si le courant est d'origine renouvelable (éolien ou solaire par exemple), l'hydrogène ainsi créé est entièrement décarboné.

1. "Hydrogen Insights: a perspective on hydrogen investment, market development, and cost competitiveness." (February 2021). Hydrogen Council and McKinsey & Company.

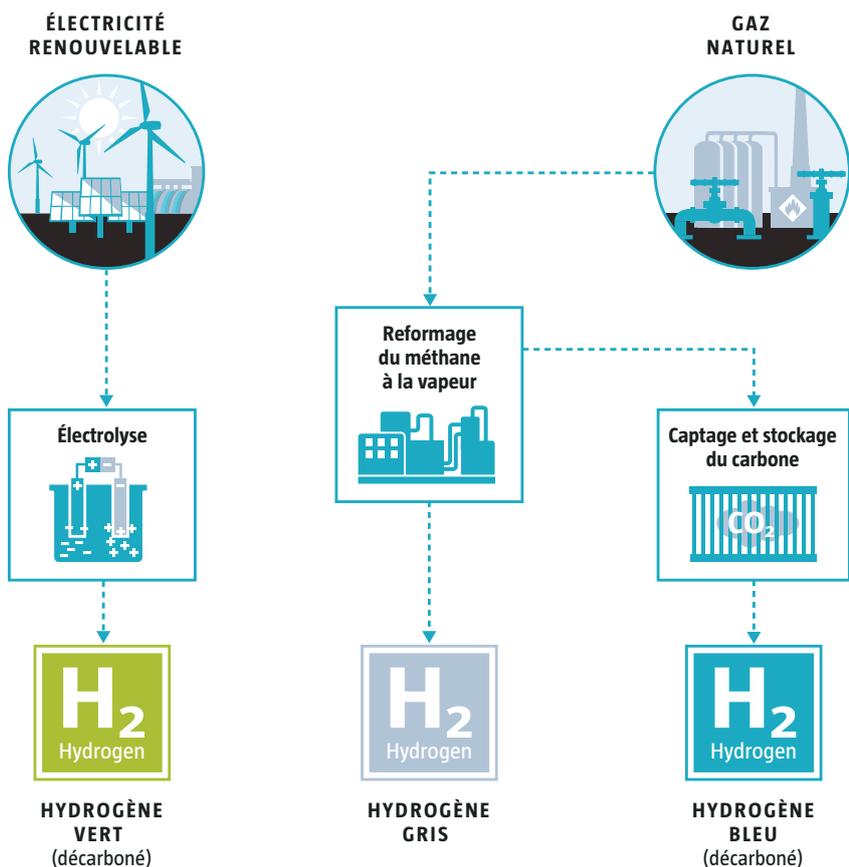
2. Ratcliffe, V. "Saudi Arabia's Bold Plan to Rule the USD 700 billion Hydrogen Market." Bloomberg News. (7 March 2021).

3. Fickling, D. "Big oil seeks redemption in the hydrogen revolution." Bloomberg News. (4 December 2020).

4. Goldman Sachs Equity Research Report. (September 2020). "Green Hydrogen: The next transformational driver of the Utilities industry."

Graphique 13 : Les principales catégories d'hydrogène

L'hydrogène (H₂) peut être extrait de l'eau (H₂O) par électrolyse afin de produire de l'hydrogène vert décarboné. La forme la plus couramment utilisée dans l'industrie est actuellement l'hydrogène gris, produit par extraction de gaz naturels comme le méthane (CH₄).



Source : Resources for the Future Report, décembre 2020

Obstacles

L'hydrogène vert est un beau concept mais sa production coûte cher. Les volumes n'ont donc jamais été très importants (moins de 4 % de la production totale). Davantage d'énergies renouvelables et d'électrolyseurs sont nécessaires pour augmenter l'offre d'hydrogène vert et faire baisser son prix. Les estimations prudentes suggèrent qu'il faudra encore cinq à dix ans avant que les coûts de l'hydrogène vert atteignent ceux de l'hydrogène gris. Dans certaines régions où les énergies renouvelables sont bon marché, la parité des coûts pourrait cependant être atteinte en seulement deux ou trois ans.

Ces dernières décennies, les véhicules à pile à combustible ont été généralement présentés comme une alternative plus propre aux énergies fossiles dans le transport de passagers et de marchandises. Au Japon et en Corée du Sud en particulier, le gouvernement et les constructeurs automobiles ont investi dans les infrastructures et la recherche-développement sur les piles à combustible. Mais pour que celles-ci favorisent réellement

des modes de transport zéro carbone, l'hydrogène vert doit remplacer l'hydrogène gris dans la fourniture d'électricité et de carburant. Sinon, les émissions produites par les véhicules à hydrogène sur l'ensemble du cycle de vie seront à peine plus faibles que celles des voitures à essence (elles seront peut-être même plus importantes).

L'hydrogène pose d'autres difficultés. Il est difficile à stocker, à transporter et à distribuer, tant sous forme gazeuse que liquide. Les gazoducs existants pourraient servir, mais d'importants travaux seraient nécessaires pour les adapter aux propriétés uniques de l'hydrogène. La transformation en liquide est une autre possibilité, mais cette procédure aussi est consommatrice, inefficace et coûteuse.

Un avenir certain, mais un calendrier incertain

Les difficultés techniques, les coûts de production élevés et les incertitudes économiques font actuellement obstacle à la fourniture et à l'adoption de l'hydrogène vert. Compte tenu de ces aspects, les calendriers de déploiement restent très différents d'un secteur à l'autre. Pour certaines applications où l'infrastructure existe déjà en partie, l'adoption pourrait s'effectuer en quelques années seulement. Pour d'autres, elle pourrait prendre plus de dix ans.

Les estimations actuelles reposent sur des hypothèses fixes. Mais comme c'est souvent le cas pour de nombreuses technologies, des innovations peuvent considérablement modifier les variables et les plans de développement. En ce qui concerne l'hydrogène, il s'agit moins d'une question d'innovation technologique que de volonté politique et de dynamique d'investissement. Avec l'augmentation des pressions réglementaires, des aides incitatives et des économies d'échelle, le développement de l'hydrogène et les calendriers prévus vont s'accélérer.

Une fois que l'innovation et la créativité bénéficieront des bons dispositifs d'incitation, les difficultés seront surmontées et les délais de développement réduits, comme c'est souvent le cas pour de nombreuses technologies.

Des certificats verts aux obligations climat, nous sommes des pionniers

En période de grands changements, il faut pouvoir compter sur les personnes qui ont non seulement la durabilité à cœur, mais aussi un long historique de performances en la matière.

En tant que pionnier de l'investissement durable, Robeco est à la pointe des solutions de durabilité depuis le milieu des années 1990, époque à laquelle le mouvement écologique a commencé à prendre de l'ampleur. Notre détermination à créer des produits d'investissement capables de changer les choses est aujourd'hui intacte.

Petit retour sur les grandes avancées auxquelles nous avons contribué :

- 1994 : Robeco lance le premier produit d'investissement durable au monde, baptisé « *Groencertificaten* » (certificats verts), destiné aux investisseurs particuliers aux Pays-Bas.
- 1999 : lancement du « *DuurzaamAandelen* » (actions durables), le premier fonds d'investissement durable dédié en Europe.
- 2005 : début de nos programmes d'engagement, avec la création d'une équipe d'actionnariat actif ad hoc chargée de voter aux assemblées générales d'actionnaires et de discuter avec les entreprises de l'amélioration de leurs politiques ESG.
- 2010 : les critères ESG sont systématiquement intégrés dans les décisions d'investissement, et aujourd'hui, nous sommes le seul grand gérant d'actifs au monde à utiliser les principes de durabilité dans l'ensemble de nos stratégies actions fondamentales, obligations et quantitatives.
- Années 2010 : nous innovons encore avec le lancement de nos stratégies d'impact investing qui ciblent, entre autres, les énergies renouvelables et les Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 13 relatif à l'action climatique.
- 2020 : Robeco lance les premiers fonds mondiaux d'obligations climat, en investissant dans des entreprises qui contribuent directement à la lutte contre le réchauffement climatique. Le fonds Climate Global Credits investit dans les obligations d'entreprise, tandis que le Climate Global Bonds cible aussi bien les crédits que les obligations d'État.

Toutes ces évolutions s'appuient sur des politiques rigoureuses basées sur notre volonté de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique. Parallèlement au lancement de ses fonds climat, Robeco s'est également engagé à atteindre la neutralité carbone dans tous ses actifs sous gestion d'ici à 2050.

À l'avenir, nous allons continuer d'innover, en particulier dans les domaines liés au réchauffement climatique, aux obligations vertes et aux ODD.

VOIR LA
VIDÉO

LES RISQUES CLIMATIQUES SONT NOMBREUX, MAIS QUELLES SONT LES OPPORTUNITÉS ?

**Gilbert Van Hassel**

CEO

« Personnellement, je pense que le risque est un très mauvais facteur de motivation. Donc, je préfère penser en termes d'opportunités. Les gens aiment la pensée positive, et c'est donc la bonne manière de réfléchir. Si on regarde la situation, nous sommes en pleine urgence climatique. Les situations d'urgence, étonnement, motivent les gens à réfléchir à des solutions innovantes. Et comme vous le savez, beaucoup de solutions innovantes vont être au centre de l'attention au cours des prochaines années. L'innovation peut aussi aboutir à l'efficacité. Nous avons vu que l'efficacité en matière économique n'a pas beaucoup progressé ces 10-20 dernières années. Je présume que l'efficacité résultera de ces innovations. Et enfin, on voit que les nouvelles idées, les nouvelles technologies conduisent à des augmentations sur le marché du travail et à plus d'emplois pour les gens. Donc, globalement, je pense que c'est quelque chose qui, si nous nous y prenons bien, peut être beaucoup plus positif que de penser simplement au risque. »

**Masja Zandbergen**Head of Sustainability
Integration

« Il y a tellement d'opportunités. Elles sont trop nombreuses pour en discuter maintenant dans cette interview. Je voudrais mentionner les règles du Trias Energetica. Il s'agit, tout d'abord, des économies d'énergie. Deuxièmement, il s'agit de l'utilisation des énergies renouvelables. Et troisièmement, si vous devez absolument utiliser des combustibles fossiles, comme par exemple dans l'aviation, où nous avons toujours besoin de combustibles fossiles, il faut les utiliser de la façon la plus efficace possible. Donc, ces trois domaines sont des opportunités d'investissement. »

**Lucian Peppelenbos**

Climate Strategist

« Selon moi, les risques et les opportunités du changement climatique sont étroitement liés. Ce sont les deux faces de la même médaille. Maintenant, les effets du changement climatique, la manière dont il se manifeste dans l'ensemble des pays, des secteurs et des entreprises – ce sont des aspects incertains et inégaux. Il y aura des disparités. Sélectionner les bonnes entreprises, se trouver dans les bons pays, c'est là que sont les opportunités. »

**Victor Verberk**

CIO Fixed Income and Sustainability

« Les gens parlent toujours des risques et des inconvénients. Mais, en fait, pour les investisseurs et pour les clients, il existe une énorme opportunité ici. Parce que, certes, certaines entreprises se retrouvent avec des actifs bloqués et elles pourraient sous-performer. Mais face à ces entreprises sous-performantes, il y a, bien entendu, des entreprises surperformantes. Et si l'on prend le cadre du TCFD, le Groupe de travail sur l'information financière relative au climat, il y a des risques et des opportunités. Et les opportunités, ce sont les entreprises qui ont la bonne combinaison de produits, des produits bas carbone ou un accès à l'énergie propre, à l'eau propre, et qui ont un avantage concurrentiel, bien sûr. Les actifs bloqués, les gagnants, les perdants. C'est bon pour la sélection de titres, excellent pour la gestion active. C'est une mauvaise nouvelle pour le secteur de la gestion passive qui s'est beaucoup développé ces dernières années. Parce que, si vous avez un produit passif, vous investissez également dans les mauvais titres. Les clients ne l'acceptent plus. Donc, vous devez appliquer une gestion active. Vous devez créer de nouveaux univers, alignés sur les Objectifs de développement durable. »

**Carola van Lamoën**

Head of Sustainable Investing

« Il existe beaucoup d'opportunités pour les investisseurs, et je pense que l'un des aspects intéressants, qui n'a pas encore bénéficié de beaucoup d'attention, c'est -au-delà de la décarbonation- de regarder aussi la compensation carbone. C'est-à-dire, en tant qu'investisseurs, comment investir dans des solutions basées sur la nature, par exemple des solutions liées à la plantation d'arbres, grâce auxquelles on compense le carbone. Ce sujet devrait prendre de l'ampleur lors de la prochaine conférence sur le climat à Glasgow. Je pense qu'au cours des prochaines années, cette idée se développera rapidement et nous offrira, en tant qu'investisseurs, de nouveaux outils pour accélérer cette transition vers une économie bas carbone. »

Comment la réglementation favorise-t-elle l'investissement durable

Les activités d'investissement ont toujours fait l'objet de réglementations, afin de protéger les investisseurs finaux et de maintenir des normes dans une industrie pesant des milliards de milliards de dollars. La nouveauté, c'est que l'engagement en faveur de l'investissement durable s'est nettement accru, impulsé par les grandes évolutions réglementaires dans l'Union européenne.

Nombre de nouvelles mesures contenues dans le plan d'action de l'UE pour une finance durable (Sustainable Finance Action Plan, SFAP) visent à promouvoir l'investissement durable dans les 27 États membres de l'Union, et en particulier à atteindre les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et du pacte vert pour l'Europe.

Une partie de ce plan prendra la forme de nouvelles règles, telles que le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (Sustainable Finance Disclosure Regulation, SFDR, ou règlement Disclosure) et le règlement Taxonomie, qui oblige les gérants d'actifs à communiquer l'impact (positif et négatif) qu'ils ont.

Trois grands objectifs

Le plan d'action fixe trois grands objectifs. Premièrement, délaissier les secteurs qui contribuent au réchauffement climatique, tels que les énergies fossiles, afin de réorienter les flux de capitaux vers l'investissement durable. Deuxièmement, généraliser la durabilité dans la gestion des risques. Et troisièmement, encourager la transparence et la vision à long terme dans l'activité économique et financière.

Le règlement Disclosure cherche à rendre le profil de durabilité des fonds plus facile à comparer et à comprendre pour les investisseurs finaux, à l'aide d'indicateurs prédéfinis pour évaluer les caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) utilisées dans le processus d'investissement. Comme le

suggère son nom, un accent bien plus important sera placé sur la publication d'informations, avec notamment de nouvelles règles pour identifier tout préjudice causé par les sociétés investies.

Robeco a mis en place une équipe de projet ad hoc composée de plus de 40 personnes chargées d'intégrer tous les aspects du plan d'action, une procédure qui s'effectuera en plusieurs phases. La première échéance importante du 10 mars 2021 concernant la catégorisation des fonds et la publication requise d'informations dans les prospectus des fonds et sur les sites web a été respectée sans aucun problème.

Des accords historiques

Le plan d'action a été proposé par la Commission européenne en mars 2018, suite à la signature historique de l'Accord de Paris en décembre 2015, et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (en 2015 également), qui a donné naissance aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Il est également aligné sur le pacte vert pour l'Europe, qui vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Le champ d'application de cette réglementation est très large et concerne les gérants d'actifs, les fonds de pension et les banques et compagnies d'assurances européennes, entre autres. Un aspect essentiel et très visible de ce nouveau règlement concerne la classification des fonds et des mandats en trois catégories, définies aux articles 6, 8 et 9.

Niveaux de durabilité des fonds

- Les fonds relevant de l'article 6 n'intègrent aucune forme de durabilité dans leur processus d'investissement.
- L'article 8 s'applique « lorsqu'un produit financier promeut, entre autres caractéristiques, des caractéristiques environnementales ou sociales, ou une combinaison de ces caractéristiques, pour autant que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance ».
- L'article 9 regroupe les produits ciblant des investissements durables sur mesure et s'applique « lorsqu'un produit financier a pour objectif l'investissement durable et qu'un indice a été désigné comme indice de référence ».

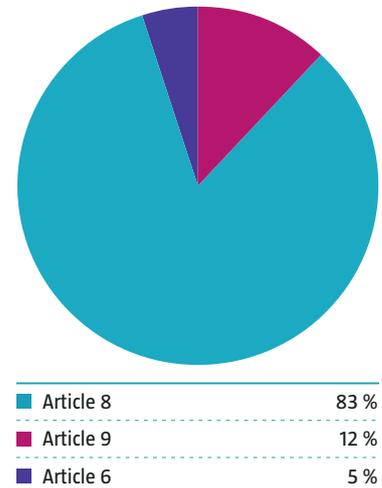
Environ 95 % des fonds de Robeco sont classés comme des fonds « Article 8 » (83 %) ou « Article 9 » (12 %) et seuls 5 % sont des fonds « Article 6 ». Les fonds « Article 8 » englobent l'ensemble des stratégies Sustainability Inside et Sustainability Focused. Les fonds « Article 9 » font partie de l'offre Impact Investing et sont des fonds RobecoSAM. Seul un petit nombre de fonds comme ceux utilisant des dérivés ou des comptes au comptant n'intègre pas les critères ESG.

Hiérarchiser les incidences négatives

Les gérants d'actifs seront également tenus d'effectuer des « déclarations relatives aux incidences négatives » pour décrire comment ils tiennent compte des principaux impacts des entreprises investies lorsqu'ils prennent leurs décisions d'investissement. Ils devront également présenter les actions qu'ils entreprennent pour réduire ces incidences négatives.

Cette procédure sera réalisée à l'aide de 64 indicateurs d'incidence négative, dont 18 obligatoires et 46 facultatifs. Les détails des exigences n'ont été publiés que récemment, mais Robeco a tout entrepris pour se tenir prêt, par exemple en créant un outil prototype d'incidence négative pour évaluer les conséquences de la réglementation.

Graphique 14 : 95 % de nos fonds relèvent des articles 8 ou 9



Source : Robeco, Mars 2021

Taxonomie européenne

Autre élément central du plan d'action de l'Union européenne, le règlement Taxonomie vise à créer une compréhension harmonisée de ce que sont réellement les « activités durables ». L'UE a établi des critères minimaux que les activités économiques doivent respecter pour être considérées comme environnementalement durables.

Pour résumer, ces activités doivent contribuer de manière significative à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux suivants : atténuation du réchauffement, adaptation au changement climatique, protection des ressources aquatiques et marines, transition vers une économie circulaire, prévention de la pollution, protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Fournisseurs d'énergie européens : un exemple d'opportunité d'investissement dans la lutte contre le réchauffement climatique

Le secteur européen des « utilities » a la possibilité inédite de lutter contre le réchauffement climatique et de continuer à mener la transition énergétique mondiale. Et ce secteur affiche une bonne qualité de crédit, affirme Ihor Okhrimenko, analyste crédit senior.

Le secteur des « utilities » est en pole position pour relever le défi mondial de fournir une énergie fiable, bas carbone et bon marché à une population croissante, tout en décarbonant ses capacités de production pour lutter contre le réchauffement climatique. Il est également bien placé pour tirer parti de l'évolution des technologies renouvelables et de la baisse rapide, ces dernières années, du coût actualisé de l'énergie dans le solaire et l'éolien. En 2019, les importants flux de capitaux financiers, les politiques progressistes et les avancées technologiques ont permis d'effectuer des progrès sur le plan environnemental, en particulier en Europe . Aux quatre coins de la planète, il reste cependant beaucoup à faire pour combattre le réchauffement climatique.

L'adoption du pacte vert pour l'Europe (en 2019) et du plan cible en matière de climat à l'horizon 2030 (en 2020) constitue une étape majeure dans les objectifs climatiques de l'Union européenne. La crise du Covid-19 accélère même ce mouvement, puisque les efforts de décarbonation soutiendront la reprise économique. D'ici à l'été 2021, la Commission européenne doit réviser l'ensemble de la législation climatique et énergétique de l'UE afin de se conformer au nouveau plan.

Sur la base d'une étude de 424 entreprises européennes issues de onze secteurs, Robeco analyse que le secteur européen des « utilities » représente 32 % des émissions industrielles de catégorie 1, ce qui en fait le deuxième plus grand émetteur (en émissions par rapport au capital). Il émet en effet 1 kg de gaz à effet de serre pour chaque euro de chiffre d'affaires et pour 1,60 euro de valeur d'entreprise. Les fournisseurs d'énergie européens peuvent-ils contribuer à la réduction des émissions, à l'augmentation des revenus et de la rentabilité, et à l'amélioration des valorisations dans la décennie à venir, tout en continuant de mener la transition énergétique mondiale et sans céder de terrain aux Big Oil ?

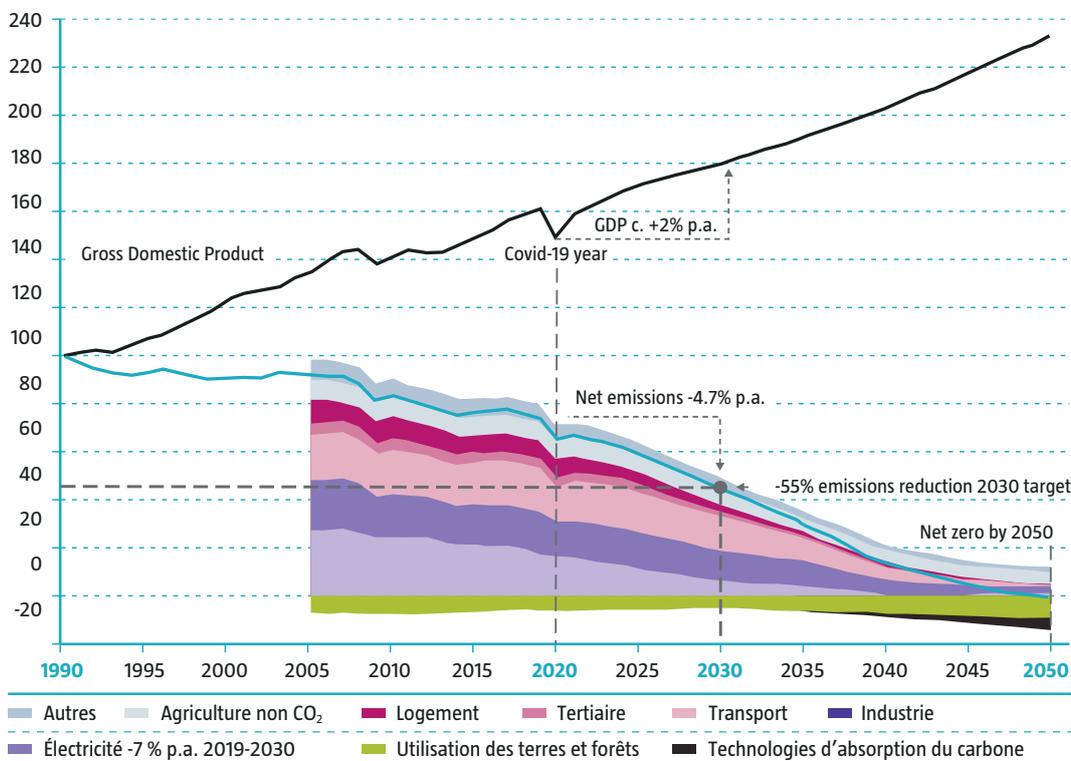
Suite aux politiques adoptées à la mi-2020, l'Agence internationale de l'énergie estime que l'UE-27 devrait voir ses émissions réduire de 30 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990, et sa contribution mondiale diminuer de plus de la moitié pour atteindre 5,7 %. L'objectif de décarbonation récemment annoncé par l'UE est ambitieux et vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Il s'agit d'un changement important par rapport à l'objectif précédent (d'« au moins 40 % »).

Une trajectoire de décarbonation qui s'annonce difficile

Pour atteindre cet objectif, l'UE utilisera divers moyens : augmenter la production d'énergies renouvelables, promouvoir l'efficacité énergétique ou encore soutenir et étendre la tarification du carbone. Cette nouvelle proposition est conforme à l'accord de Paris, dont l'objectif est de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels. La trajectoire de décarbonation sera nettement plus difficile pour le segment de l'électricité, principalement représenté par les fournisseurs de services aux collectivités.

Graphique 15 : Trajectoire de réduction des émissions dans les secteurs

La décarbonation sera la plus difficile pour les fournisseurs d'électricité entre 2020 et 2030 (1990 = 100)



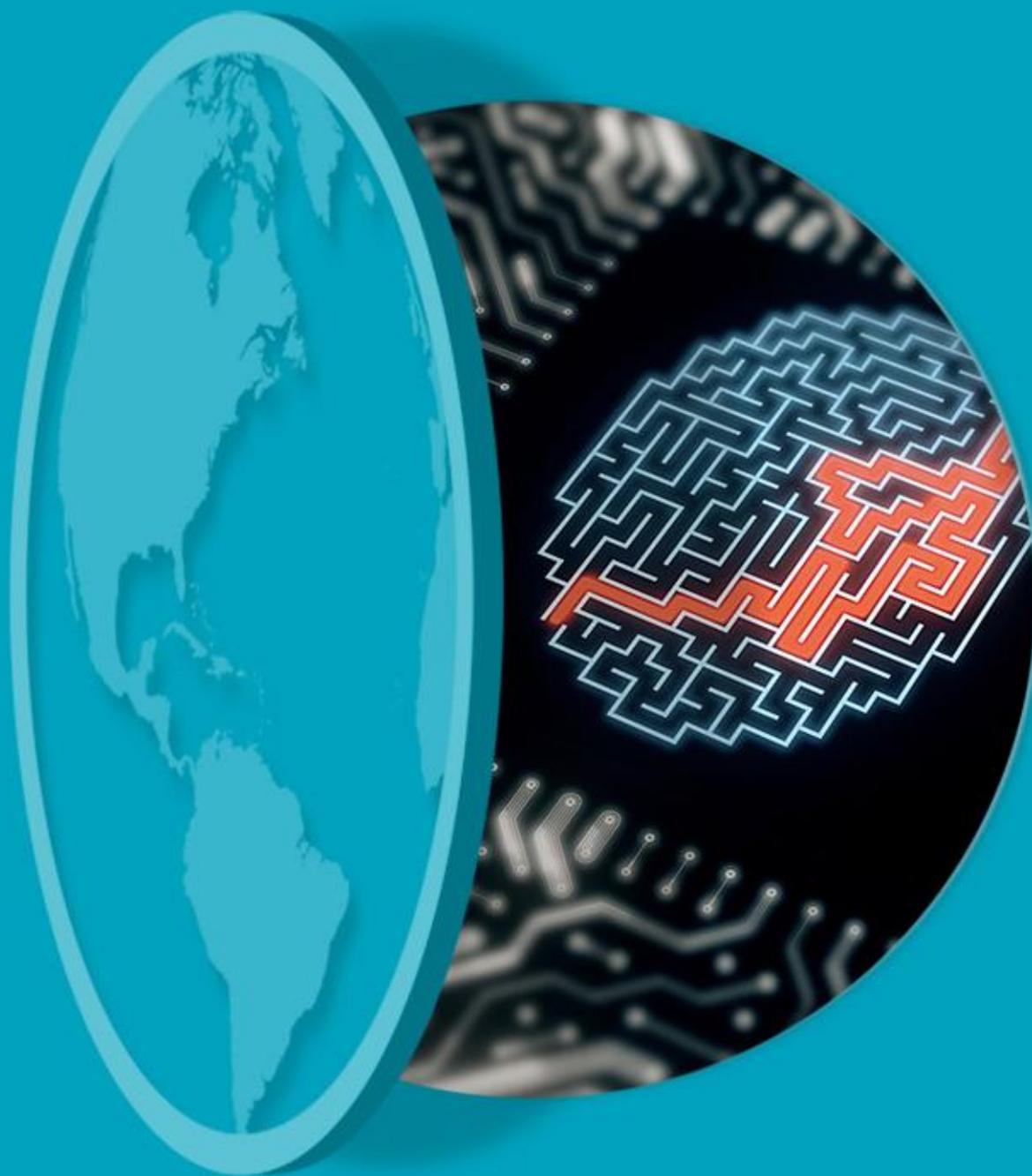
Source : Commission européenne, « Accroître les ambitions de l'Europe en matière de climat pour 2030 », septembre 2020 ; annotations de Robeco.

Crédits dans le secteur énergétique : nos critères de sélection

Nous sommes optimistes à l'égard des sociétés qui améliorent la qualité de leurs actifs et réduisent leur structure de coût, tout en cherchant activement et efficacement à se diversifier, c'est-à-dire non seulement à délaissier la production d'électricité d'origine fossile et nucléaire au profit de sources renouvelables (éolien et solaire), mais aussi à investir dans les réseaux et les politiques d'efficacité énergétique du côté de l'offre, à publier un bilan de leurs émissions de catégories 1, 2 et 3 ainsi que des objectifs de réduction crédibles, et à se diversifier géographiquement vers les marchés émergents.

La qualité de crédit du secteur nous satisfait. Les grands fournisseurs d'énergie ont augmenté leurs programmes d'investissements afin de donner la priorité aux renouvelables et aux réseaux, car les prévisions en matière de levier (dette nette/EBITDA) sont jugées gérables.

Concernant plus spécifiquement les contributions aux ODD, nous privilégions les émetteurs dont les activités contribuent positivement à l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable) et l'ODD 13 (action climatique), en basant notre sélection sur certains ICP positifs et négatifs : ratio renouvelable/fossile dans le mix énergétique, ventes aux marchés émergents, plans de développement dans le nucléaire/charbon et intensité carbone des opérations. Nous sommes convaincus que les sociétés qui présentent ces caractéristiques positives enregistrent des performances financières plus fiables et plus stables à long terme. ■



Solutions

Robeco a commencé à proposer des investissements durables à ses clients bien avant que le réchauffement climatique ne devienne une préoccupation mondiale. Qu'il s'agisse de nos fonds sur mesure ou de nos stratégies thématiques ciblant les effets à long terme du réchauffement climatique, nous restons aujourd'hui à la pointe des solutions climatiques.

71 %

des investisseurs considèrent que les systèmes de stockage de l'énergie sont très intéressants

Les récents confinements ont déséquilibré le rapport entre l'offre et la demande d'énergie (baisse de la demande d'électricité et réserves importantes de renouvelables), et ainsi accru l'intérêt pour les systèmes de stockage.

67 %

des investisseurs estiment que les forêts sont une bonne opportunité

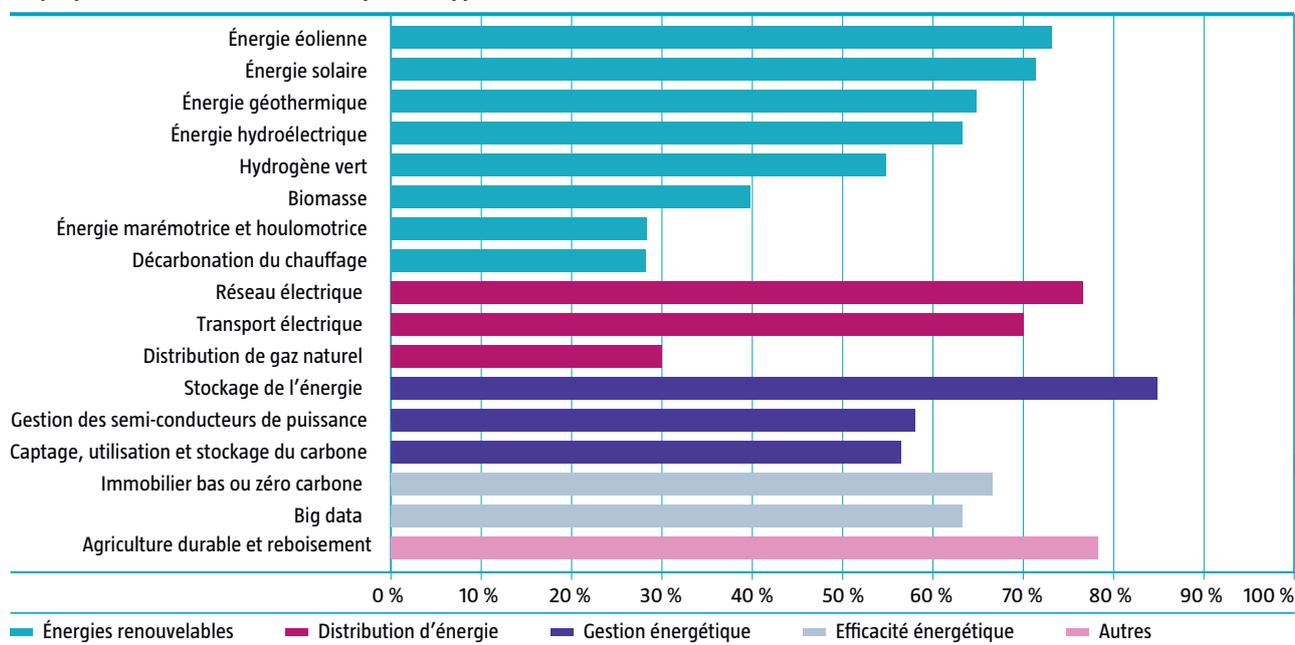
Considérées dans l'Accord de Paris comme un élément clé de la lutte contre le réchauffement climatique, les forêts apparaissent donc de plus en plus pertinentes aux yeux des investisseurs en quête de performances à long terme durables et de bénéfices sociaux et environnementaux inhérents.

64 %

des investisseurs s'intéressent aux opportunités dans l'éolien

Les sources d'énergie renouvelable, les réseaux et les circuits de distribution sont également considérés comme des opportunités intéressantes pour beaucoup d'entre eux, de même que l'efficacité énergétique. Les énergies solaire et éolienne obtiennent les meilleurs scores.

Graphique 16 : Intérêt des investisseurs pour les opportunités d'investissement



Source : Robeco Global Climate Survey 2021

Désinvestissement : la fausse bonne solution



Masja Zandbergen
Head of Sustainability Integration

Les investisseurs se doivent de décarboner leurs portefeuilles pour respecter les objectifs zéro carbone, et nombre d'entre eux ont commencé en excluant les producteurs de charbon de leurs portefeuilles. Mais cela ne règlera pas le problème du réchauffement climatique.

Désinvestir constitue une solution facile et rapide, puisque vendre une position très émettrice réduit immédiatement l'empreinte carbone d'un portefeuille. Mais elle ne répond pas au défi plus large de décarboner l'activité économique sous-jacente dans laquelle l'entreprise est engagée. En effet, désinvestir revient à déplacer le problème d'un investisseur à un autre : de nombreux actifs fossiles supprimés ou exclus des portefeuilles sont rachetés par d'autres investisseurs. Ils passent souvent aux mains du privé et échappent à tout examen public. « Décarboner un portefeuille financier ne signifie pas décarboner le monde réel. Alors qu'en fin de compte, c'est le monde réel qui importe », commente Masja Zandbergen, responsable de l'intégration ESG.

« Désinvestir pour réduire l'empreinte carbone d'un portefeuille signifie uniquement que le carbone finit dans le portefeuille d'un autre investisseur, tandis que le monde reste le même. C'est pourquoi il est important d'entretenir aussi un dialogue actionnarial avec les entreprises concernées, afin que la décarbonation devienne réellement un élément de leur stratégie commerciale. »

« La décarbonation doit être intégrée à la façon dont les firmes envisagent la création de valeur à long terme. Il s'agit de l'essence même de la décarbonation, à savoir qu'il existe un nouveau business model basé sur l'économie bas carbone. »

Le monde se noie sous les déchets. Les solutions d'économie circulaire sont une bouée de sauvetage

Le modèle linéaire « extraire-fabriquer-jeter » détruit la planète.

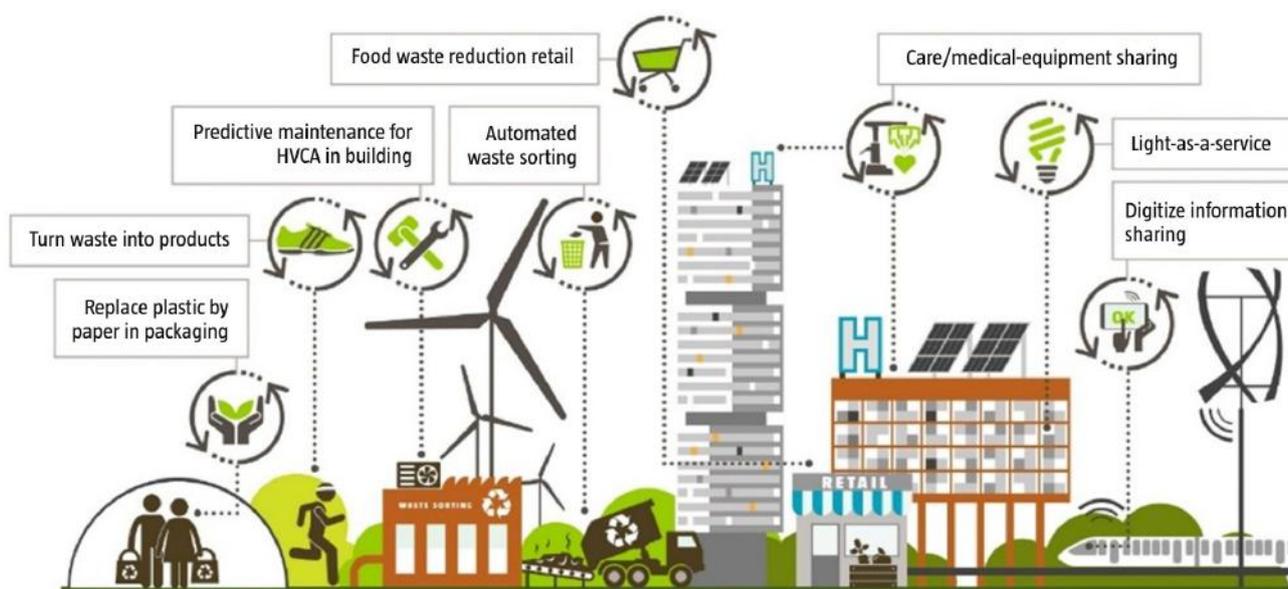
L'économie circulaire commence là où finit le modèle linéaire, en réintroduisant les objets hors d'usage dans le cycle de production. Au lieu d'extraire plus de ressources pour servir d'intrants dans la production, les solutions circulaires favorisent le recyclage, la réparation et la réutilisation des matériaux existants. Dans l'économie circulaire, la valeur est sauvegardée et redéployée plutôt que détruite.

Nos stratégies Circular Economy et Smart Materials investissent dans les entreprises situées au carrefour de la durabilité et de la technologie, et qui créent des solutions innovantes pour favoriser l'équilibre entre utilisation des ressources et croissance économique.

Les préjudices causés par les chaînes d'approvisionnement linéaires dans l'économie mondiale sont difficiles à éviter. Les quantités colossales de déchets qui s'entassent dans les décharges, qui échouent sur le littoral ou qui finissent dans l'atmosphère polluée ne sont que les vestiges visibles d'un modèle « extraire-fabriquer-utiliser-jeter » entretenu par les entreprises et consommé sans limite par les citoyens. Mais la surproduction n'est qu'une partie du problème, car l'extraction infinie des ressources naturelles est également une menace environnementale sérieuse.

L'économie circulaire consiste à exploiter tous les éléments de la chaîne d'approvisionnement afin de réduire l'utilisation des ressources et de maximiser le potentiel de chaque intrant.

Graphique 17 : L'infini champ des possibles de l'économie circulaire



Source : Robeco

Concevoir des intrants écologiques

Reconcevoir les intrants consiste à réduire les déchets dans les premiers stades de la chaîne d'approvisionnement, en remplaçant les ressources rares par des ressources renouvelables, et les intrants polluants par des solutions plus propres. L'utilisation de plastiques vierges dans les emballages de produits en est un bon exemple. En tant que matière première, le plastique n'est pas cher à fabriquer ou à acheter, mais son coût pour l'environnement est dévastateur. Des milliards de tonnes ont été produites ces dernières décennies, pour être dans la majorité des cas (91 %) rapidement utilisées puis jetées.

Chaque année, des millions de tonnes sont incinérées ou déversées dans les décharges et les océans, ce qui a des conséquences environnementales catastrophiques. L'incinération contribue énormément aux émissions de gaz à effet de serre, tandis que les océans de plastique polluent la faune et la flore sous-marines, endommagent les habitats aquatiques et menacent la biodiversité.

Mais des solutions circulaires existent. Les intrants renouvelables intègrent dans leurs emballages des matériaux d'origine naturelle (fibres végétales, huiles à base d'algues, protéines complexes, etc.) qui réduisent les besoins de plastique.

Outre les emballages en plastique, les solutions renouvelables ou plus efficaces sur le plan énergétique remplacent aussi d'autres produits dans d'autres secteurs industriels. Par exemple, la fibre de carbone peut se substituer à l'acier (plus lourd) dans les véhicules et la machinerie, et ainsi réduire la consommation de carburant. Dans le bâtiment, les bioplastiques sont une solution écologique pour améliorer la durée de vie des matériaux de construction. Dans l'agriculture, les produits d'origine naturelle remplacent les engrais chimiques ou de synthèse pour protéger et nourrir les plantes.

Réparer et réutiliser

Prolonger la durée de vie utile d'un produit est un autre aspect essentiel de l'économie circulaire. À cet égard, la conception modulaire peut-être utile. En effet, les produits conçus de manière évolutive peuvent facilement être désassemblés pour remplacer ou réparer les pièces usées. Les services d'entretien et de réparation qui maintiennent les produits en bon état de marche jouent également un rôle important dans la réduction des déchets physiques.

Bien sûr, les produits s'usent, mais dans le modèle linéaire, ils finissent à la poubelle. L'économie circulaire, elle, fait preuve d'ingéniosité et utilise la technologie pour redonner vie aux objets et les réintroduire dans le cycle de production. Les entreprises

spécialisées dans le recyclage et les systèmes de gestion de la fin de vie récupèrent la valeur ajoutée des produits hors d'usage pour la réutiliser comme intrant dans le cycle de production d'un nouveau produit ou service.

Tirer parti de l'économie numérique

Transformer les chaînes d'approvisionnement traditionnelles est une tâche immense qui ne serait pas possible sans un recours important à la technologie. La taille, la rapidité d'action et la portée des plateformes de commerce en ligne ouvrent de nouvelles possibilités pour faire appliquer les principes de l'économie circulaire dans les derniers stades de la chaîne d'approvisionnement. Le succès de l'« économie de partage », qui permet aux consommateurs et aux fournisseurs de collaborer et de mettre en commun des actifs existants (voitures, chauffeurs, salles ou bureaux, par exemple), illustre parfaitement la puissance combinée des principes circulaires et de la technologie.

Ce type de partage s'exerce aussi en amont de la chaîne, ce qui contribue à accroître la collaboration et à réduire les inefficiences dans les phases de conception, de production, d'utilisation et de recyclage. Actuellement, la fabrication et la production sont dominées par des processus mécaniques et physiques très rigides. La robotique, l'automatisation et les logiciels étant modulaires et très adaptables, ils peuvent être reprogrammés pour répondre à l'évolution des besoins des entreprises.

Par ailleurs, la réalité augmentée (RA), l'Internet des objets (IoT) et les technologies basées sur le cloud permettent de connecter des capteurs installés dans les usines à des interfaces à distance qui fournissent des informations précieuses et assurent une communication fluide entre les concepteurs, les fabricants et même les consommateurs. Il en résulte une meilleure conception des produits, une amélioration de la qualité, des coûts réduits, une production plus rapide, une collecte-recyclage des déchets plus facile, et une gestion optimisée de la fin de vie.

Nos stratégies Circular Economy et Smart Materials investissent dans les technologies qui suppriment les inefficiences et les déchets dans les chaînes d'approvisionnement et qui préservent les ressources pour les générations futures. Ainsi, les investisseurs ont non seulement accès à des thèmes de croissance à long terme et durables, mais ils contribuent aussi à prolonger la durée de vie d'une planète qui a besoin d'être sauvée.

La planète croît mais les ressources décroissent

Du champ jusqu'à l'assiette, l'agriculture intelligente utilise la technologie pour optimiser les ressources, améliorer les rendements, réduire les déchets, préserver la biodiversité et augmenter la sécurité alimentaire dans toute la chaîne alimentaire. Notre stratégies Sustainable Water et Circular Economy Equities investissent dans des entreprises qui utilisent les progrès technologiques pour lutter contre l'épuisement des ressources en eau, ainsi que les techniques de l'agriculture intelligente pour gérer les sols et les récoltes.

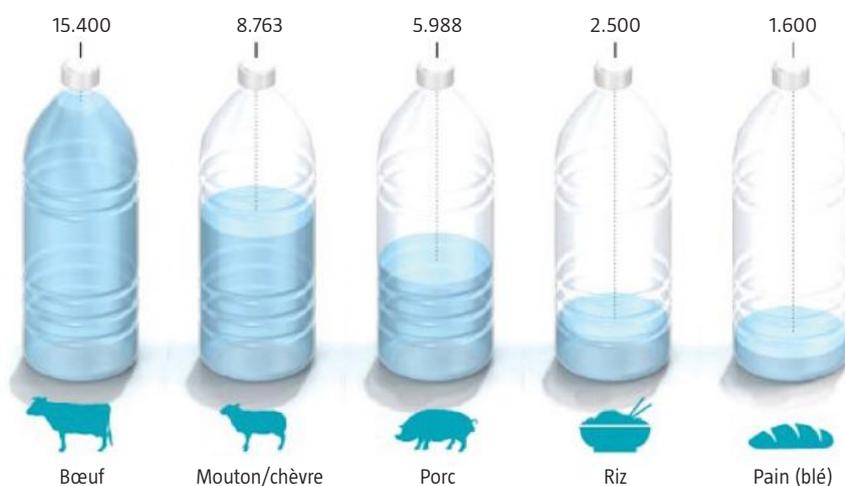
Plus d'habitants, moins de terres, moins d'eau

L'ONU estime que d'ici à 2050, la planète comptera 9,7 milliards d'habitants, soit 65 millions de bouches supplémentaires à nourrir chaque année. Cela oblige le secteur agroalimentaire à produire encore plus pour garder le rythme. Sans compter que la croissance exponentielle de la population et des villes réduit d'autant plus les terres disponibles. Le nombre de mégapoles (villes de plus de 10 millions d'habitants) augmente dans le monde, en particulier dans les pays en développement.

Mais la terre n'est pas la seule ressource essentielle venant à manquer. À mesure que la population augmente, la consommation d'eau aussi. La demande mondiale dépasse déjà l'offre, et deux milliards de personnes vivent actuellement dans des régions touchées par un stress hydrique important.

Qui plus est, l'eau est en grande majorité utilisée par le secteur agricole, dont les besoins sont bien plus importants que la consommation personnelle. À titre d'exemple, la production d'une seule pomme nécessite 70 litres d'eau.

Graphique 18 : Quantité d'eau nécessaire à la production d'un kilo d'aliments (en litres)



Source : www.waterfootprint.org

Dans le monde, l'alimentation de base (racines, tubercules et céréales) laisse place à une consommation de protéines animales comme la viande et les produits laitiers, dont la production nécessite des quantités colossales d'eau et d'autres intrants. Si certaines de ces évolutions sont saines et souhaitables, elles sont également gourmandes en ressources et onéreuses, et elles intensifient la pression sur les ressources hydriques. Il faut en effet 15 000 litres d'eau pour produire un kilo de viande de bœuf, par exemple.

Enjeux environnementaux

Pour optimiser au maximum les rendements, l'agriculture industrielle s'est tournée vers les engrais, herbicides et pesticides de synthèse afin de stimuler et de protéger la croissance des plantes. Mais s'ils sont efficaces pour améliorer les rendements à court terme, ils ont également des conséquences à long terme désastreuses sur les terres et les écosystèmes environnants. Les produits chimiques pénètrent dans les nappes phréatiques et les cours d'eau, et tuent les espèces animales et végétales indigènes. Par ailleurs, l'élevage et l'agriculture sont particulièrement exposés aux effets dommageables du réchauffement planétaire. Dans certaines régions, des cultures sont perdues à cause de précipitations trop abondantes ou d'inondations, alors qu'ailleurs, elles ne survivent pas à la canicule et aux sécheresses. Les agriculteurs doivent s'adapter très vite pour éviter d'endommager ou d'abîmer leurs cultures. Dans le même temps, pour nourrir le monde sans nuire à la planète, ils doivent optimiser les ressources et définir des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique, afin de parvenir à une agriculture productive et résiliente.

Augmenter l'offre et préserver la qualité

De bonnes ressources en eau sont essentielles pour la productivité agricole. Notre stratégie Sustainable Water investit dans les entreprises qui fournissent des solutions pour maximiser les ressources hydriques dans le cycle d'extraction et de réutilisation de l'eau. Dans les régions connaissant des pénuries, les entreprises en portefeuille élaborent des méthodes pour puiser de l'eau dans l'environnement immédiat. De nombreux pays enclavés investissent dans la technologie pour capter et nettoyer les eaux de pluie. À l'autre bout de l'échelle, des pays arides ayant accès à la mer investissent dans des usines de dessalement. Les membranes de microfiltration et les ultraviolets utilisés dans le traitement des eaux usées sont également des technologies efficaces qui aident les régions à réagir en cas de pénurie d'eau chronique.

Enfin, des réseaux efficaces de pompes, vannes et systèmes d'irrigation sont nécessaires pour acheminer l'eau jusqu'aux champs. Grâce au numérique, ces réseaux et systèmes sont dotés de capteurs qui détectent rapidement les fuites et les fissures, surveillent les niveaux d'humidité des sols et adaptent les quantités d'eau en fonction des besoins du sol. De plus, les progrès dans le traitement et l'analyse de l'eau permettent d'identifier et d'extraire les produits chimiques, les fertilisants et les contaminants contenus dans les eaux usées et de ruissellement afin que celles-ci puissent être rejetées dans l'environnement ou réintroduites dans le système en toute sécurité.

Enfin, l'eau ne sert pas qu'à hydrater et nourrir les plantes. Améliorer sa rétention dans les sols contribue à restaurer la matière organique et à réduire l'érosion, ce qui améliore la qualité nutritive des plantes et du bétail.

Du champ jusqu'à l'assiette

Assurer des ressources en eau fiables n'est pas la seule façon de faire de l'agriculture durable. Du champ jusqu'à l'assiette, notre stratégie Circular Economy investit dans des solutions qui augmentent l'efficacité des systèmes agricoles et alimentaires. En se concentrant sur la réduction des intrants et la protection des sols et de la végétation, l'agriculture intelligente est un domaine prêt à appliquer les principes de l'économie circulaire. Ainsi, la technologie GPS est déjà largement utilisée pour guider les tracteurs et les moissonneuses, réduire les coûts et les émissions de CO₂ des machines agricoles.

En outre, l'intelligence artificielle et le machine learning peuvent apprendre aux équipements agricoles à détecter les mauvaises herbes dans les champs et automatiquement pulvériser des produits phytosanitaires avec une précision et une exactitude sans précédent.

Résultat, la quantité de produits chimiques nécessaire peut être réduite de 90 %, ce qui protège considérablement la biodiversité sans compromettre les rendements.

La croissance démographique, la raréfaction des ressources et le réchauffement climatique font pression sur le secteur agricole comme sur l'environnement. Nos stratégies Sustainable Water et Circular Economy aident à relever ces défis en fournissant des solutions qui sont non seulement efficaces et efficaces pour les cultures et le bétail, mais aussi bénéfiques pour toute la vie sur Terre.

VOIR LA
VIDÉO

QUELLES SONT LES SOLUTIONS OFFERTES PAR ROBECO ?



Carola van Lamoen
Head of Sustainable Investing

« Avant tout, je pense qu'on peut affirmer qu'il n'existe pas une seule solution pour lutter contre le changement climatique. Nous avons besoin d'un grand nombre de solutions en tant que monde et aussi en tant qu'investisseurs. Et la bonne nouvelle, c'est que beaucoup de solutions sont déjà en place. Ainsi, nous avons nos stratégies thématiques. Nous pouvons assurer un filtrage. Nous pouvons engager un dialogue avec les entreprises. Mais en plus de cela, nous avons aussi nos stratégies en faveur du climat qui sont axées sur les entreprises à l'avant-garde de la transition, ainsi que nos stratégies axées sur les obligations vertes qui se concentrent sur le financement de la transition. »



Gilbert Van Hassel
CEO

« À la fin de l'année dernière, nous avons lancé deux stratégies obligataires en faveur du climat. Et si je ne m'abuse, elles sont parmi les premières au monde. Nous avons, bien sûr, des obligations vertes que nous proposons depuis assez longtemps. Et en termes d'engagement et de collaboration avec nos clients, nous sommes très actifs, en engageant un dialogue avec les entreprises qui sont à la traîne en matière d'action pour le climat, et nous nous assurons qu'elles accélèrent le pas. »



Masja Zandbergen
Head of Sustainability Integration

« Laissez-moi vous parler des stratégies thématiques RobecoSAM. Elles existent, pour certaines d'entre elles, depuis très longtemps. La stratégie sur l'eau a débuté en 2000. Et elles contribuent aussi aux thèmes que je viens de mentionner, la décarbonation de toute l'économie et les économies d'énergie. L'énergie intelligente, les matériaux intelligents, l'économie circulaire, toutes ces stratégies soutiennent vraiment ces thèmes. Donc, ce sont d'excellentes opportunités d'investissement pour nos clients. »



Victor Verberk
CIO Fixed Income and Sustainability

« Nous avons trois catégories. Mais la plus importante concerne nos fonds classiques qui sont « vert clair », les fonds traditionnels; où nous intégrons l'ESG, nous permettant ainsi d'être mieux informés. Cela génère une meilleure performance ajustée du risque. Et après, vous avez la gamme impact. Ce que nous appelons « vert foncé » selon la réglementation SFDR. Et là, vous avez un réel impact positif, vraiment positif, un véritable impact sur le monde ; et alors vous réduisez vraiment la quantité d'eau consommée, les pertes dans les processus de production sont réduites et les émissions de carbone diminuées. »



Lucian Peppelenbos
Climate Strategist

« Non seulement cela génère de bonnes performances, mais c'est en investissant dans ces solutions que nous atténuons le réchauffement climatique, parce que cela veut dire investir dans les énergies renouvelables, dans l'agriculture régénératrice, dans les technologies bas carbone. Et c'est de cette manière que nous contribuons à éviter un réchauffement catastrophique. »

L'électrification, ou comment orienter l'économie mondiale vers le zéro carbone

Pour parvenir à l'objectif de zéro émissions nettes au cours de ce siècle et atténuer le désastre climatique, l'industrie doit passer à la vitesse supérieure, abandonner les énergies fossiles et changer de cap.

Les énergies renouvelables forment un puissant catalyseur qui permet de développer des technologies et des solutions propres dans toute la chaîne de valeur énergétique. Le déploiement massif du solaire et de l'éolien contribue à décarboner la production d'électricité, et les réseaux électriques intelligents permettent d'aligner l'offre d'énergie sur la demande. Les batteries connectées au réseau et l'hydrogène vert permettent de stocker les surplus d'électricité pour une utilisation ultérieure. En outre, l'électrification propre de secteurs très émetteurs tels que le transport de passagers, la logistique de transport et le chauffage des bâtiments est déjà en cours et s'amplifie.

Si l'on ajoute à cela l'augmentation de la demande d'électricité, il sera nécessaire d'utiliser l'énergie de manière efficiente. Les technologies de nouvelle génération aident à réduire l'importante consommation énergétique des applications et des appareils d'utilisateurs finaux dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie, du transport et des technologies de l'information.

Nos stratégies Smart Energy et Smart Mobility investissent dans les chaînes de valeur de l'énergie propre et du transport, en offrant aux investisseurs une exposition diversifiée aux mégatendances que sont la décarbonation et la mobilité durable.

Quand l'énergie répond à l'urgence

Les populations et les économies ont besoin d'énergie. Malheureusement, les réserves d'énergie primaire restent dominées par les hydrocarbures, et les émissions mondiales de carbone continuent d'augmenter. L'urgence du réchauffement climatique a renforcé les efforts de « verdissement » de l'économie mondiale, ce qui stimule les innovations disruptives qui modifient rapidement le paysage énergétique.

Dans le monde entier, les gouvernements ont annoncé des mesures destinées à décarboner des économies entières. Parmi celles-ci, on peut citer un engagement fort des États-Unis et de la Chine, qui se sont finalement alignés sur les ambitions mondiales de lutte contre le réchauffement climatique.

L'électricité décarbonée fournie par les énergies renouvelables est au cœur de la course à la décarbonation. Nos projections internes montrent que d'ici 2050, la génération d'électricité solaire devrait être multipliée par un facteur de 20, tandis que la production issue de sources onshore et offshore augmentera d'un facteur de 10. Cela permettra d'accroître la part de l'électrique dans la consommation mondiale d'énergie, de 20 % aujourd'hui à 50 % d'ici 2050. En parallèle, la part des énergies renouvelables dans le mix électrique va presque tripler.

Électrification des transports

L'électrification du secteur des transports a déjà fortement progressé ces dernières années, et elle restera un thème important pour les investissements énergétiques. Les ventes de véhicules électriques (VE) augmentent rapidement dans les grands marchés tels que l'Europe et la Chine, et cette tendance devrait perdurer. Nos calculs internes aboutissent pour 2021 à un quasi-doublement des ventes mondiales de VE par rapport à 2020, année déjà marquée par une croissance extraordinaire de 130 % en Europe (en glissement annuel), et un rebond important en Chine en fin d'année.

Les investissements réalisés par nos stratégies dans les transports ne se limitent pas aux constructeurs de VE, ils concernent aussi un grand nombre d'entreprises connexes qui fournissent des pièces essentielles (semi-conducteurs, batteries, capteurs et actionneurs), ainsi que les infrastructures de recharge des VE.

Électrification de l'environnement bâti

Le transport n'est pas le seul secteur très émetteur à être transformé par l'électrification. C'est aussi le cas du bâtiment. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le bâtiment et la construction sont responsables à eux seuls de plus d'un tiers de la consommation énergétique finale dans le monde, et de près de 40 % des émissions de carbone directes et indirectes.

Compte tenu des normes d'émissions plus strictes et de la perspective de baisse des coûts énergétiques, les bâtiments commerciaux se tournent vers l'électrification propre pour alimenter et réguler tout ce qui concerne les pompes à chaleur, les systèmes de climatisation, l'éclairage éco-efficace et les systèmes de gestion des bâtiments.

L'hydrogène vert : le chaînon manquant

La tendance à l'électrification a également une incidence sur les autres éléments essentiels de l'équation énergétique. Le solaire et l'éolien sont propres, mais ils dépendent des conditions météorologiques et fonctionnent de façon intermittente. De nouvelles solutions propres doivent donc être créées pour assurer le stockage temporaire de tout surplus de production. Dans le transport des passagers, les batteries lithium-ion des véhicules électriques fournissent des solutions de stockage économiques, tandis que de nouvelles améliorations se profilent à l'horizon.

Les industries de grande envergure sont plus énergivores et plus difficiles à électrifier, mais même là, des solutions propres font leur apparition. C'est le cas de l'hydrogène vert, obtenu en séparant les molécules d'hydrogène et d'oxygène contenues dans l'eau, en utilisant de l'électricité décarbonée issue de sources renouvelables. À mesure qu'il gagne du terrain et devient plus rentable, l'hydrogène vert deviendra un maillon essentiel de la décarbonation des industries très émettrices telles que le transport longue distance (camions, trains, bateaux et avions, par exemple) et les secteurs industriels (semi-conducteurs, engrais ou production d'acier, par exemple).

Optimiser un portefeuille d'investissement

La décarbonation de l'énergie va bien au-delà de la production de panneaux solaires et d'éoliennes. Atteindre la neutralité carbone au cours de ce siècle exigera de transformer toute la chaîne de valeur de l'énergie.

Nos stratégies Smart Energy et Smart Mobility offrent aux investisseurs une exposition diversifiée aux tendances d'investissement à long terme que sont la transformation du secteur de l'énergie et la transition vers la neutralité carbone.

« Nous pouvons construire des portefeuilles alignés sur l'Accord de Paris et restant bien exposés aux facteurs »

Robeco a récemment fait part de son ambition d'atteindre zéro émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) pour l'ensemble de ses actifs sous gestion d'ici 2050. Nous allons donc fixer des objectifs de décarbonation pour toutes nos stratégies, conformément aux efforts mondiaux visant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, comme le prévoit l'Accord de Paris sur le climat. Mais que cela signifie-t-il en pratique pour les investisseurs ? Entretien avec Arnoud Klep, de notre équipe actions quantitatives.

Comment les récentes annonces de Robeco se traduiront-elles à court terme pour les stratégies actions quantitatives ?

« Aujourd'hui, nous prévoyons d'aligner plusieurs de nos stratégies Sustainability Focused sur l'Accord de Paris. Robeco dispose d'une large gamme de stratégies actions quantitatives qui intègrent d'une façon ou d'une autre tous les aspects de la durabilité. Parmi celles-ci, nos fonds Sustainability Focused s'adressent aux investisseurs qui souhaitent aller au-delà de la simple intégration de la durabilité. »

« L'objectif de ces stratégies actions quantitatives est double : générer des performances et afficher un solide profil de durabilité. Leur but a toujours été d'ouvrir la voie en matière d'intégration de la durabilité. Compte tenu de l'accent accru que l'industrie de l'investissement place sur la durabilité et le risque climatique, nous considérons qu'il est naturel d'aligner ces stratégies sur l'Accord de Paris. »

Lorsque vous dites « aujourd'hui », vous voulez dire « dès aujourd'hui » ?

« Oui. Nous avons déjà commencé, pour tout dire. La première stratégie actions quantitatives à devenir "alignée sur Paris" sera l'un de nos fonds Global Sustainable Conservative Equity, pour lequel nous avons déjà terminé le processus de consultation des clients et obtenu le feu vert des clients existants. »

« Le principal changement est un durcissement très net de l'objectif de réduction de l'empreinte carbone. L'ensemble de notre gamme actions quantitatives durables cherche déjà à diminuer les émissions de 20 % par rapport à l'indice de référence. Mais concernant la stratégie alignée sur l'Accord de Paris, notre objectif de départ est de 50 %. Nous viserons ensuite une réduction de l'empreinte carbone de 7 % par an. »

Cette transition semble très rapide. Comment est-ce possible ?

« Nous ne partons pas de rien. Nos stratégies Sustainability Focused ont déjà un objectif de réduction de l’empreinte carbone proche de 50 %. Naturellement, la baisse de 7 % sera une contrainte supplémentaire à l’avenir. Mais nous pensons que nous pouvons atteindre cet objectif tout en conservant des niveaux raisonnables de rotation. »

Concrètement, comment réduisez-vous l’empreinte carbone de ces stratégies ?

« Nos portefeuilles actions quantitatives durables sont déjà peu exposés au secteur de l’énergie. Une fois qu’ils seront alignés sur l’Accord de Paris et soumis à des restrictions encore plus contraignantes, les entreprises menant des activités liées au charbon thermique seront naturellement exclues, tout comme l’essentiel des compagnies pétrolières et gazières, en particulier les majors pétrolières. Ce durcissement des restrictions concernera également les fournisseurs d’électricité. »

« Outre ces exclusions plus strictes, l’intensité carbone des entreprises sera un élément clé de la construction de portefeuille. Un titre affichant une empreinte carbone relativement faible aura plus de chances d’être sélectionné dans le portefeuille qu’un titre ayant une empreinte carbone plus élevée. »

D’accord. Mais ce type de restriction est-il réaliste pour un ensemble plus large de stratégies, notamment en ce qui concerne l’objectif toujours plus strict d’une décarbonation de 7 % par an ?

« Cela dépendra de la façon dont nos économies évoluent. Si, à l’échelle mondiale, nous réussissons à réduire progressivement nos émissions de gaz à effet de serre, l’objectif de 7 % ne sera finalement peut-être jamais une contrainte pour la sélection de titres. Mais dans le cas contraire, il faudra que les gérants d’actifs compensent en désinvestissant encore des entreprises émettrices, et l’objectif de 7 % pourrait alors devenir beaucoup plus difficile à atteindre. »

Décarboner les portefeuilles aura forcément un impact sur leur profil risque-rendement. À quoi les investisseurs doivent-ils s’attendre ?

« Nous avons étudié la question en détail. Nos simulations montrent que nous pouvons construire des portefeuilles alignés sur l’Accord de Paris et restant bien exposés aux facteurs. En théorie, limiter le nombre d’opportunités devrait avoir un coût en matière de performance. »

« C’est d’ailleurs la conclusion à laquelle nous parvenons, même si, dans un univers d’investissement mondial où les opportunités sont nombreuses, l’impact est limité : les stratégies actions quantitatives respectant l’Accord de Paris pourront engranger entre 90 % à 95 % du potentiel de risque-rendement des stratégies quantitatives traditionnelles. »

« Ces simulations reposent toutefois sur les cours passés ; elles n’intègrent donc pas le potentiel d’alpha lié à la conformité avec l’Accord de Paris. Si les risques liés au réchauffement climatique (actifs bloqués ou risques de transition) augmentent et se concrétisent, nous ne parlerons plus des conséquences négatives du respect de l’Accord de Paris, mais bien des effets positifs. Tout est donc une question de perspective. »

Présentation des stratégies climat de Robeco

Notre capacité obligataire en faveur du climat nous place à la pointe de la transition vers une économie bas carbone.

On parle beaucoup de la nécessité de décarboner les investissements pour atteindre les objectifs d'atténuation du réchauffement climatique. Que doivent faire les investisseurs à cet égard ? Est-ce qu'une légère modification de leurs portefeuilles existants pour améliorer leurs critères de durabilité suffit, ou doivent-ils effectuer des changements plus fondamentaux ?

Nous pensons que les gérants d'actifs ont la responsabilité d'identifier et de gérer les risques du réchauffement climatique à travers les décisions d'investissement qu'ils prennent et les contacts qu'ils ont avec les entreprises et autres institutions dans lesquelles ils sont investis. Apporter des changements superficiels aux processus d'investissement existants ne suffit pas.

Une nouvelle approche audacieuse est nécessaire, basée sur une compréhension crédible et étayée de l'investissement durable, et intégrée dans tous les aspects de la stratégie d'investissement.

Robeco est capable d'exploiter son important savoir-faire et ses processus propriétaires pour investir de manière compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris. Ainsi, nous avons inauguré un nouveau type d'investissement pour le climat et la décarbonation, en lançant les toutes premières stratégies d'obligations mondiales parfaitement alignées sur l'Accord de Paris : les stratégies Climate Global Bonds et Climate Global Credits.

La gamme Robeco Climate Global Fixed Income est une solution obligataire unique qui s'inspire du plan de décarbonation mis au point par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). Les stratégies Climate Global Bonds et Climate Global Credits investissent dans des instruments obligataires mondiaux qui contribuent à maintenir l'augmentation de la température planétaire en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, tout en poursuivant les efforts visant à limiter cette hausse à 1,5 °C.

Ces deux stratégies prévoient de réduire de 7 % par an l'intensité carbone totale des portefeuilles, mesurée par habitant pour les obligations souveraines, et par unité de capital total pour les obligations d'entreprise. La stratégie Climate Global Credits va encore plus loin en fixant dès le départ une intensité des émissions inférieure de 50 % à celle de l'univers d'investissement à la date de lancement, et en excluant les producteurs d'énergies fossiles. Les deux stratégies sont gérées par rapport à de nouveaux indices conformes à l'Accord de Paris. Par ailleurs, Robeco Climate Global Bonds est le premier produit obligataire au monde complètement aligné sur l'Accord de Paris.

Favoriser aujourd'hui les acteurs de l'économie de demain

Notons que les exigences réglementaires des indices alignés sur l'Accord de Paris (Paris-aligned Benchmarks, ou indices PAB) dépassent celles de l'Accord de Paris lui-même. On comprend donc pourquoi le groupe d'experts techniques sur la finance durable considère ces indices PAB comme des outils destinés aux investisseurs qui souhaitent être à l'avant-garde de la transition, ce qui favorise aujourd'hui les acteurs de l'économie de demain.¹

Chez Robeco, les normes élevées que nous appliquons dans la trajectoire exigeante de réduction des émissions de nos portefeuilles d'investissement témoignent de notre engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique.

¹Groupe d'experts sur la finance durable, « Report on Benchmarks », septembre 2019.

Une approche active et contrariante des enjeux climatiques Robeco Climate Global Bonds et Robeco Climate Global Credits sont des stratégies d'investissement actif reposant sur notre capacité obligataire mondiale bien établie. Elles associent notre analyse top-down des cycles macroéconomiques et de crédit à notre sélection bottom-up des émetteurs, afin d'anticiper les cycles de

marché, d'exploiter les inefficiences de marché et de contribuer positivement aux activités durables. Les enjeux du réchauffement climatique sont pleinement intégrés dans les différentes phases de notre processus d'investissement et de construction de portefeuille.

Contrariant, centré sur la valorisation et basé sur la recherche, notre style d'investissement est mis en œuvre par une équipe très expérimentée composée d'une trentaine d'analystes macro et crédit capables d'identifier les meilleures opportunités sur les marchés obligataires mondiaux. Le Centre d'expertise en investissement durable de Robeco partage ses conclusions avec les équipes d'investissement, tandis que notre équipe d'analystes data fournit des données sur les émissions de gaz à effet de serre et les intensités carbone.

Une sélection bottom-up des émetteurs alignée sur l'Accord de Paris

Notre vision top-down se conjugue à une sélection bottom-up des émetteurs qui repose sur une recherche fondamentale rigoureuse et contribue positivement aux activités économiques durables. Notre équipe de professionnels obligataires aguerris effectue un filtrage de l'univers d'investissement disponible afin de sélectionner une liste d'émetteurs. Ce filtrage tient compte des secteurs, des pays et des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Nous sélectionnons les émetteurs en tenant compte de l'intensité carbone des obligations souveraines, des secteurs et des émetteurs. Cela permet d'assurer que la stratégie suit une trajectoire de décarbonation qui réduit l'intensité carbone totale du portefeuille de 7 % en glissement annuel.

En outre, notre approche prospective consiste à investir dans des pays et des entreprises qui allouent leurs capitaux à des activités conformes à la Taxonomie européenne, et qui parviennent efficacement à réduire leurs émissions de CO₂. Il est important de noter que la sélection peut inclure des sociétés dont les émissions sont actuellement élevées, car nos critères d'allocation sont le sérieux des États et des entreprises en matière de transition vers les énergies durables, ainsi que l'importance du rôle qu'ils jouent pour faciliter cette transition.

Innovation continue dans nos capacités d'investissement durable

Robeco reconnaît qu'une action urgente et audacieuse est nécessaire pour contribuer à limiter le réchauffement climatique. Nous reconnaissons également que l'industrie de la gestion d'actifs doit assumer ses responsabilités et agir en faveur des objectifs de l'Accord de Paris. Nous nous engageons à ce que nos activités d'investissement contribuent à la décarbonation, conformément à l'objectif ambitieux de limiter l'augmentation des températures à 1,5 °C. Nous le faisons en gérant les risques climatiques, tout en cherchant à favoriser un changement innovant et positif au travers de nos activités d'investissement et d'engagement.

Spécifiquement axées sur les effets du dérèglement climatique, les stratégies Climate Global Fixed Income de Robeco constituent l'innovation la plus récente de nos capacités d'investissement. Nous considérons ces stratégies comme une opportunité pour les investisseurs qui désirent être à l'avant-garde de la transition vers une économie bas carbone.

1. Groupe d'experts sur la finance durable, « Report on Benchmarks », septembre 2019.

Un nouvel indice de référence aligné sur l'Accord de Paris

Jusqu'en 2020, il n'existait aucun indice de référence pour mesurer la performance des fonds d'investissement par rapport aux objectifs de l'Accord de Paris. La réglementation européenne sur les indices de référence répond à ce besoin en définissant un indice aligné sur l'Accord de Paris (Paris-aligned Benchmark, ou PAB). Mais celui-ci ne couvre pas les obligations d'entreprise et ne contient aucune ligne directrice ou exigence pour les obligations d'État.

Robeco a innové dans ce domaine en s'associant à Solactive pour créer des indices PAB pour l'investissement obligataire (crédits d'entreprise et obligations agrégées). Il s'agit d'indices à l'aune desquels sont mesurées les performances des stratégies Robeco Climate Global Fixed Income, sur la base d'une intensité d'émissions de CO₂ inférieure à celle du marché mondial, l'objectif étant d'atteindre un taux de décarbonation de 7 % par an par rapport à ce point de départ.

Concernant l'indice PAB relatif aux crédits, le point de départ sera inférieur de 50 % à l'ensemble du marché, conformément à ce que prévoit le règlement européen sur les indices de référence pour les PAB.

Ces indices sont élaborés selon les principes suivants :

Pour les obligations d'entreprise :

- Une réduction annuelle moyenne d'au moins 7 % de l'intensité des émissions de catégorie 1, 2 et 3.
- Toutes les industries à l'exception des énergies fossiles sont concernées, et les pondérations sectorielles restent proches de celles de l'indice du marché.
- Les émissions sont normalisées par le capital total des émetteurs, mesuré en valeurs comptables.

Pour les obligations souveraines :

- Une réduction annuelle moyenne d'au moins 7 % des émissions.
- La décarbonation de l'indice dépendra de la décarbonation au niveau des pays, ainsi que de l'ajustement de la pondération de chaque obligation souveraine, en vue d'établir une trajectoire annuelle de -7 % pour l'indice.
- Les émissions des pays seront normalisées par la taille de la population mesurée en termes d'émissions de CO₂ par habitant.

Malgré ces contraintes en matière de carbone, on constate qu'au fil du temps, les caractéristiques de l'indice imitent celles du marché général. En effet, le back-testing des indices PAB de Solactive par rapport aux indices mondiaux de Solactive Global pour les crédits et les obligations donnent de bons résultats : le comportement et les rendements des premiers sont très similaires à ceux de leurs indices génériques équivalents, la principale différence étant que les PAB affichent une empreinte carbone bien plus faible. ■

Information importante

Cette publication est destinée aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (n° de registre 24123167) est une société de gestion de droit néerlandais agréée par l'AFM et autorisée à la libre prestation de service en France. Robeco France est une filiale de Robeco dont l'activité est basée sur la promotion et la distribution des fonds du groupe aux investisseurs professionnels en France.

Sans explications complémentaires, le présent document ne peut être considéré comme complet. Celui-ci a pour but de fournir à l'investisseur professionnel des informations générales sur les capacités spécifiques de Robeco, mais ne constitue en aucun cas un conseil ou une recommandation d'achat ou de vente de certains titres ou produits d'investissement. Tout investissement est soumis à un risque et notamment de perte en capital. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Pour plus d'information et avant toute décision d'investissement, il convient de se référer aux documents d'informations clés pour l'investisseur et prospectus des fonds, disponibles sur le site web de Robeco : <https://www.robeco.com/fr>.

Tous les droits relatifs aux informations contenues dans la présente publication sont et resteront la propriété de Robeco. Aucune partie de cette présentation ne peut être reproduite, stockée dans une base de données automatisée ou publiée sous quelque forme que ce soit ou de quelque manière que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans la permission préalable et écrite de Robeco. Les informations contenues dans la présente publication ne sont pas destinées aux utilisateurs d'autres pays, tels que les citoyens et résidents des États-Unis, dans lesquels l'offre de services financiers étrangers n'est pas autorisée ou dans lesquels les services de Robeco ne sont pas disponibles.

© Robeco – Septembre 2021

Robeco publie une enquête mondiale sur le climat 2021

La lutte contre le réchauffement climatique est devenue la priorité numéro un des investisseurs. Mais comment l'industrie de la gestion d'actifs aborde-t-elle cette question, qui est à la fois une menace et une opportunité ? Sommes-nous prêts à relever le plus grand défi de l'humanité ?

Pour répondre à ces questions, Robeco a commandé une enquête réalisée auprès de 300 investisseurs (institutionnels et wholesale) et assureurs qui représentent environ 20 % des actifs mondiaux. Les résultats sont encourageants mais montrent aussi qu'il reste beaucoup à faire.

Le signal le plus fort est peut-être que l'objectif zéro carbone concernera la moitié des actifs sous gestion dans les années à venir. Environ 86 % des investisseurs estiment que le réchauffement climatique sera un élément clé de leur politique d'investissement dans les deux prochaines années, ce qui montre clairement que la décarbonation a bien commencé.

La plupart des sondés pensent que les énergies renouvelables constituent une partie de la solution : pour 81 % d'entre eux, le solaire, l'éolien et l'hydrogène ouvrent la voie à la fin des

énergies fossiles. Et 66 % affirment que les actions mondiales seront la catégorie d'actifs privilégiée pour atteindre l'objectif de décarbonation des portefeuilles d'ici un à deux ans.

Des lacunes

Mais les résultats font également état de lacunes importantes en matière de compréhension des principaux enjeux, de nombreux investisseurs ne sachant tout simplement pas par où commencer dans ce domaine, ni comment faire la différence.

L'objectif global de cette enquête est de montrer où nous nous trouvons en tant qu'industrie, et d'aider les investisseurs à comprendre qu'il est urgent de s'attaquer à ce problème. Nous espérons que vous y trouverez des informations utiles sur la situation actuelle de l'investissement climatique et sur les défis et les opportunités que le réchauffement climatique présente.

**TÉLÉCHARGER
L'ENQUÊTE**



Contact

Robeco France

Robeco France
36 rue Marbeuf
75008 Paris

T +33 1 5535 4700

I www.robeco.fr

ROBECO
The Investment Engineers